

# VALLOUREC

Société Anonyme

12, rue de la Verrerie  
92190 Meudon

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2023

KPMG S.A.  
2, avenue Gambetta  
92066 Paris-La Défense Cedex

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

# VALLOUREC

Société Anonyme

12, rue de la Verrerie  
92190 Meudon

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

A l'Assemblée Générale de la société VALLOUREC,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société VALLOUREC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Évaluation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles de l'UGT « Vallourec South America Tubes » et d'actifs spécifiques compris dans l'UGT « Vallourec Eastern Hemisphere Tubes »**

Note 4.2 « Tests de pertes de valeur » de l'annexe aux comptes consolidés

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Au 31 décembre 2023, la valeur nette comptable des actifs courants et non courants de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) « Vallourec South America Tubes » s'élève à 1 135 millions d'euros (6 110 millions de BRL).</p> <p>Le Groupe effectue des tests de dépréciation dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur et a minima une fois par an pour les actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire pour les UGT comprenant des écarts d'acquisition. La base testée est composée des actifs nets non courants et courants. En ce qui concerne l'UGT « Vallourec South America Tubes », les actifs nets non courants représentent 676 millions d'euros (3 636 millions de BRL), dont 40 millions d'euros d'écart d'acquisition, et les actifs nets courants, 459 millions d'euros (2 474 millions de BRL). A la clôture de l'exercice 2023, un test de perte de valeur a notamment été réalisé pour l'UGT « Vallourec South America Tubes » pour laquelle un écart d'acquisition a été alloué.</p> <p>Par ailleurs, des tests de pertes de valeur ont également été réalisés pour des actifs spécifiques compris dans l'UGT « Vallourec Eastern Hemisphere Tubes », conduisant à comptabiliser une reprise de dépréciation de 153 millions d'euros pour cet exercice.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre des tests de pertes de valeur, ainsi que les hypothèses retenues, sont décrites en note 4.2 de l'annexe.</p> <p>Par ailleurs, comme décrit dans le paragraphe « taux de croissance à l'infini » dans la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés, le taux de croissance à l'infini</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du processus d'élaboration et d'approbation des estimations et hypothèses retenues par la Direction dans le cadre des tests de dépréciation, et</li> <li>- des modalités d'approbation du résultat de ces tests par les organes de gouvernance.</li> </ul> <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié du modèle retenu pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT l'UGT « Vallourec South America Tubes » et des actifs spécifiques compris dans l'UGT « Vallourec Eastern Hemisphere Tubes », et rapproché des comptes les valeurs nettes comptables des actifs faisant l'objet des tests de dépréciation.</p> <p>Nous avons obtenu les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation, établies par le Groupe, et vérifié leur cohérence avec le budget 2024, approuvé par le Conseil d'Administration, et les estimations de la Direction à moyen et long-terme.</p> <p>Nous avons, avec le support de nos experts en évaluation, apprécié au regard de données internes au Groupe et de données externes sectorielles et macroéconomiques le caractère approprié des différentes hypothèses sous-jacentes sur lesquelles se fondent les prévisions de flux de trésorerie et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les hypothèses de prix et de volumes par régions qui dépendent notamment des dépenses d'investissements dans les domaines de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz,</li> </ul>

retenu tient compte des perspectives de production *Oil & Gas* portées par le scénario des engagements annoncés (APS) de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) publié en 2023, scénario qui illustre dans quelle mesure les ambitions et les objectifs annoncés peuvent atteindre les objectifs fixés pour des réductions d'émissions nécessaires à l'atteinte « zéro émission nette » d'ici 2050.

Les prévisions de trésorerie ayant servi de base à la détermination de la valeur d'utilité ont été établies sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes, dans un contexte de reprise de l'activité *Oil & Gas*. Toutefois, les difficultés à appréhender les perspectives d'avenir persistent notamment en lien avec le contexte inflationniste et son potentiel impact négatif sur les prix des matières premières et de l'énergie, ainsi que l'impact du changement climatique sur le modèle d'affaires.

Dans ce contexte, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations et le caractère aléatoire de certaines estimations peut se trouver renforcé.

Nous avons considéré que l'évaluation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles de l'UGT « Vallourec South America Tubes » et des actifs spécifiques compris dans l'UGT « Vallourec Eastern Hemisphere Tubes » est un point clé de l'audit, en raison du poids de ces actifs dans les comptes du Groupe, et du fait que la détermination de leur valeur d'utilité requiert de la part de la Direction l'exercice de jugements et l'utilisation d'estimations dans l'élaboration des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés, utilisées pour la réalisation des tests.

- les prévisions d'évolution des coûts dans le contexte du plan stratégique « New Vallourec », et
- les taux de change, taux de croissance et taux d'actualisation retenus.

Nous avons aussi

- analysé la cohérence des prévisions de trésorerie avec les performances passées utilisées dans les précédents tests de dépréciation, les perspectives de marché et les données prévisionnelles présentées au Conseil d'Administration, et
- confronté les hypothèses de croissance de ventes de tubes avec les hypothèses sectorielles publiques de production du Pétrole et Gaz notamment le scénario « APS » de l'AIE, lequel est considéré compatibles avec les engagements pris par les Etats signataires des accords de Paris sur les changements climatiques.

Enfin, nous avons effectué nos propres analyses de sensibilité et vérifié l'exactitude arithmétique des calculs, ainsi que le caractère approprié des informations présentées dans la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et

réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### **Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

## **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société VALLOUREC par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 2006 pour les deux cabinets.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans la 18<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 22<sup>ème</sup> année sans interruption, compte tenu de la succession de mandats intervenue entre entités juridiques du réseau Deloitte.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au Comité d'Audit**

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La-Défense, le 8 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Alexandra Saastamoinen

Veronique Laurent

Alexandra Saastamoinen

Véronique Laurent

<b>1.1</b>	<b>Comptes consolidés</b>	<b>2</b>
1.1.1	Compte de résultat du groupe Vallourec	2
1.1.2	État du résultat global	3
1.1.3	État des flux de trésorerie	4
1.1.4	État de la situation financière du groupe Vallourec	5
1.1.5	État de variation des capitaux propres, part du Groupe	7
1.1.6	État de variation des intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	8
1.1.7	Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023	9

## 1.1 Comptes consolidés

### 1.1.1 Compte de résultat du groupe Vallourec

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2022	2023
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>4 882 700</b>	<b>5 113 719</b>
Coûts industriels des produits vendus <sup>(a)</sup>	2.3	(3 807 143)	(3 519 664)
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche <sup>(a)</sup>	2.3	(349 279)	(333 273)
Autres	2.3	(11 158)	(64 455)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2.3</b>	<b>715 120</b>	<b>1 196 327</b>
Amortissements	2.4	(227 127)	(203 428)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	2.5	(36 172)	144 853
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	2.6	(573 539)	(278 865)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(121 718)</b>	<b>858 887</b>
Produits financiers	7.1.6	7 002	29 483
Charges d'intérêts	7.1.6	(101 884)	(117 699)
<b>Coût financier net</b>	<b>7.1.6</b>	<b>(94 882)</b>	<b>(88 216)</b>
Autres charges et produits financiers	7.1.6	(16 569)	22 127
<b>Résultat financier</b>	<b>7.1.6</b>	<b>(111 451)</b>	<b>(66 089)</b>
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>(233 169)</b>	<b>792 798</b>
Impôts sur les bénéfices	3.1	(112 926)	(268 959)
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	5	(17 612)	71
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(363 707)</b>	<b>523 910</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(363 707)</b>	<b>523 910</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle	6.1.6	2 676	28 000
<b>Part du Groupe</b>		<b>(366 383)</b>	<b>495 910</b>
Résultat net par action	6.4	(1,6)	2,2
Résultat net dilué par action	6.4	(1,6)	2,1

(a) Avant amortissements

## 1.1.2 État du résultat global

En milliers d'euros

	2022	2023
<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>(363 707)</b>	<b>523 910</b>
Variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	6 909	(6 469)
Impôt correspondant à la variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(473)	2
<b>Éléments non recyclables en compte de résultat</b>	<b>6 436</b>	<b>(6 467)</b>
Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en devise étrangère	224 335	(8 474)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	12 674	12 414
Impôt correspondant à la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(2 472)	(782)
<b>Éléments recyclables en compte de résultat</b>	<b>234 537</b>	<b>3 158</b>
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔTS)</b>	<b>240 973</b>	<b>(3 309)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>(122 734)</b>	<b>520 601</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle	5 216	27 080
<b>Part du Groupe</b>	<b>(127 950)</b>	<b>493 521</b>

### 1.1.3 État des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	2022	2023
<b>Résultat net consolidé (y compris participations ne donnant pas le contrôle)</b>		<b>(363 707)</b>	<b>523 910</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2.7	644 737	(126 612)
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(15 025)	151 737
Plus ou moins-values de cessions		31 090	(49 886)
Quote part de résultat net des sociétés mise en équivalence		17 612	(71)
Autres flux opérationnels		(712)	(688)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>313 995</b>	<b>498 390</b>
Coût de l'endettement financier net	7.1.6	94 882	88 216
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3.1	112 926	268 959
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>521 803</b>	<b>855 565</b>
Intérêts versés		(119 188)	(137 162)
Impôts payés		(79 228)	(181 703)
Intérêts encaissés		6 998	29 485
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>330 385</b>	<b>566 185</b>
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie	2.8	(355 374)	144 664
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>(24 989)</b>	<b>710 849</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et biologiques	4.6	(190 676)	(212 586)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		36 765	80 376
Incidence des acquisitions (variations de périmètre)		(2 921)	(375)
Incidence des cessions (variations de périmètre)		212	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement		(5 465)	2 891
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(162 085)</b>	<b>(129 694)</b>
Augmentation et diminution des fonds propres		699	4 326
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés consolidées		(2 477)	(4 708)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	7.1.7	141 942	3 544
Remboursements d'emprunts	7.1.7	(41 519)	(209 861)
Remboursement des dettes de location		(29 515)	(23 340)
Autres flux liés aux opérations de financement		21 794	15 216
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>90 924</b>	<b>(214 823)</b>
<b>Incidence de la variation des taux de change</b>		<b>28 290</b>	<b>(14 905)</b>
<b>Incidence du reclassement en actifs destinés à être cédés et activités abandonnées</b>		<b>(2 417)</b>	<b>-</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>(70 277)</b>	<b>351 427</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>617 065</b>	<b>546 788</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>		<b>546 788</b>	<b>898 215</b>
Variation		(70 277)	351 427

Le tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie en Note 7.1, nette des découverts et des concours bancaires courants dont l'échéance est inférieure à trois mois à l'origine.

## Réconciliation de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie et du bilan – année 2023 et année 2022

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	Variation	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	7.1	551 603	348 345	899 948
Concours bancaires courants (2)	7.1	4 815	(3 082)	1 733
<b>TRÉSORERIE (3)=(1)-(2)</b>		<b>546 788</b>	<b>351 427</b>	<b>898 215</b>

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2021	Variation	31/12/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)		620 474	(68 871)	551 603
Concours bancaires courants (2)		3 409	1 406	4 815
<b>TRÉSORERIE (3)=(1)-(2)</b>		<b>617 065</b>	<b>(70 277)</b>	<b>546 788</b>

### 1.1.4 État de la situation financière du groupe Vallourec

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2023
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Immobilisations incorporelles nettes	4.3	36 820	42 037
Écarts d'acquisition	4.1	39 600	39 817
Immobilisations corporelles nettes	4.4	1 828 771	1 980 445
Actifs biologiques	4.5	62 501	69 704
Sociétés mises en équivalence	5	15 969	15 736
Autres actifs financiers non courant	7.3	82 474	74 196
Autres actifs non courants	2.8.3	105 573	85 090
Impôts différés	3.2	237 725	208 576
<b>Total Actifs non courants</b>		<b>2 409 433</b>	<b>2 515 601</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks	2.8.1	1 311 649	1 241 798
Clients et comptes rattachés	2.8.2	824 462	756 060
Autres actifs financiers courant	7.3	40 783	58 993
Autres actifs courants	2.8.3	210 536	239 771
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1	551 603	899 948
<b>Total Actifs courants</b>		<b>2 939 033</b>	<b>3 196 570</b>
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	10.1	9 414	1 081
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>5 357 880</b>	<b>5 713 252</b>

En milliers d'euros

	Notes	31/12/2022	31/12/2023
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capitaux propres - part du Groupe	7.1.5	1 643 252	2 156 640
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7.1.6	42 356	67 041
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 685 608</b>	<b>2 223 681</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Emprunts et dettes financières	7.1	1 367 194	1 348 131
Engagements envers le personnel	8	104 709	102 069
Provisions	9	246 143	200 798
Impôts différés	3.2	51 836	83 354
Autres passifs financiers non courants	7.2	50 622	115 742
Autres passifs non courants	2.8.3	50 746	39 867
<b>Total Passifs non courants</b>		<b>1 871 250</b>	<b>1 889 961</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Emprunts et concours bancaires courants	7.1	314 127	122 197
Provisions	9	354 725	249 405
Fournisseurs	2.8.4	786 918	762 508
Autres passifs financiers courants	7.2	55 279	95 850
Autres passifs courants	2.8.3	286 163	369 650
<b>Total Passifs courants</b>		<b>1 797 212</b>	<b>1 599 610</b>
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées	10.1	3 810	-
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 357 880</b>	<b>5 713 252</b>

## 1.1.5 État de variation des capitaux propres, part du Groupe

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers - nettes d'impôt	Actions propres	Résultat net de la période	Total capitaux propres - part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2021</b>	<b>4 579</b>	<b>3 951 529</b>	<b>(1 237 306)</b>	<b>(978 649)</b>	<b>(15 785)</b>	<b>(869)</b>	<b>39 545</b>	<b>1 763 044</b>	<b>44 663</b>	<b>1 807 707</b>
Variation des écarts de conversion	-	-	-	222 187	-	-	-	222 187	2 148	224 335
Instruments financiers	-	-	-	-	10 201	-	-	10 201	1	10 202
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-	-	6 045	-	-	-	-	6 045	391	6 436
Autres éléments du résultat global	-	-	6 045	222 187	10 201	-	-	238 433	2 540	240 973
<b>Résultat 2022</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(366 383)</b>	<b>(366 383)</b>	<b>2 676</b>	<b>(363 707)</b>
Résultat global	-	-	6 045	222 187	10 201	-	(366 383)	(127 950)	5 216	(122 734)
Affectation du résultat net	-	-	39 545	-	-	-	(39 545)	-	-	-
Augmentation de capital	57	(57)	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des actions propres	-	-	7 569	-	-	-	-	7 569	-	7 569
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 477)	(2 477)
Paiements en actions	-	-	(312)	-	-	312	-	-	-	-
Autres et variations de périmètre (b)	-	-	(5 093)	5 107	575	-	-	589	(5 046)	(4 457)
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2022</b>	<b>4 636</b>	<b>3 951 472</b>	<b>(1 189 552)</b>	<b>(751 355)</b>	<b>(5 009)</b>	<b>(557)</b>	<b>(366 383)</b>	<b>1 643 252</b>	<b>42 356</b>	<b>1 685 608</b>
Situation au 31 décembre 2022	4 636	3 951 472	(1 189 552)	(751 355)	(5 009)	(557)	(366 383)	1 643 252	42 356	1 685 608
Variation des écarts de conversion	-	-	-	(7 662)	-	-	-	(7 662)	(812)	(8 474)
Instruments financiers	-	-	-	-	11 632	-	-	11 632	-	11 632
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-	-	(6 359)	-	-	-	-	(6 359)	(108)	(6 467)
Autres éléments du résultat global	-	-	(6 359)	(7 662)	11 632	-	-	(2 389)	(920)	(3 309)
<b>Résultat 2023</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>495 910</b>	<b>495 910</b>	<b>28 000</b>	<b>523 910</b>
Résultat global	-	-	(6 359)	(7 662)	11 632	-	495 910	493 521	27 080	520 601
Affectation du résultat net	-	-	(366 383)	-	-	-	366 383	-	-	-
Augmentation de capital	10	4 316	-	-	-	-	-	4 326	-	4 326
Variation des actions propres	-	-	(557)	-	-	557	-	-	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 517)	(4 517)
Paiements en actions	99	(99)	17 610	-	-	-	-	17 610	-	17 610
Autres et variations de périmètre	-	-	(4 441)	2 945	(573)	-	-	(2 069)	2 122	53
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>4 745</b>	<b>3 955 689</b>	<b>(1 549 682)</b>	<b>(756 072)</b>	<b>6 050</b>	<b>-</b>	<b>495 910</b>	<b>2 156 640</b>	<b>67 041</b>	<b>2 223 681</b>



## 1.1.6 État de variation des intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle

<i>En milliers d'euros</i>	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers -nettes d'impôt	Résultat net de la période	Total Participations ne donnant pas le contrôle
<b>SITUATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022</b>	<b>48 281</b>	<b>3 649</b>	<b>841</b>	<b>(8 108)</b>	<b>44 663</b>
Variation des écarts de conversion	-	2 148	-	-	2 148
Instruments financiers	-	-	1	-	1
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	391	-	-	-	391
Autres éléments du résultat global	391	2 148	1	-	2 540
<b>Résultat au 31 décembre 2022</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 676</b>	<b>2 676</b>
Résultat global	391	2 148	1	2 676	5 216
Affectation du résultat net 2021	(8 108)	-	-	8 108	-
Dividendes distribués	(2 477)	-	-	-	(2 477)
Autres et variations de périmètre (*)	(4 794)	(252)	-	-	(5 046)
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2022</b>	<b>33 293</b>	<b>5 545</b>	<b>842</b>	<b>2 676</b>	<b>42 356</b>
<b>SITUATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023</b>	<b>33 293</b>	<b>5 545</b>	<b>842</b>	<b>2 676</b>	<b>42 356</b>
Variation des écarts de conversion	-	(812)	-	-	(812)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	(108)	-	-	-	(108)
Autres éléments du résultat global	(108)	(812)	-	-	(920)
<b>Résultat au 31 décembre 2023</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28 000</b>	<b>28 000</b>
Résultat global	(108)	(812)	-	28 000	27 080
Affectation du résultat net 2022	2 676	-	-	(2 676)	-
Dividendes distribués	(4 517)	-	-	-	(4 517)
Autres et variations de périmètre	2 351	(227)	(1)	(1)	2 122
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>33 695</b>	<b>4 506</b>	<b>841</b>	<b>27 999</b>	<b>67 041</b>

## 1.1.7 Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023

La monnaie de présentation du Groupe est l'euro. Les montants indiqués sont exprimés en milliers d'euros (m€), sauf mention contraire. Certains chiffres figurant dans le présent document, y compris des informations financières et certaines données opérationnelles, ont été arrondis.

### SOMMAIRE

<b>Note 1</b>	Référentiel comptable et base d'élaboration des états financiers consolidés et faits significatifs de la période	10	<b>Note 6</b>	Capitaux propres, paiement en action et résultat par action	33
<b>Note 2</b>	Activités opérationnelles	13	<b>Note 7</b>	Financement et instruments financiers	43
<b>Note 3</b>	Impôts	21	<b>Note 8</b>	Engagements envers le personnel	55
<b>Note 4</b>	Écarts d'acquisition, actifs incorporels et corporels et actifs biologiques	24	<b>Note 9</b>	Provisions pour risques et charges et passifs éventuels	59
<b>Note 5</b>	Titres mis en équivalence	31	<b>Note 10</b>	Actifs destinés à être cédés et Périmètre	60
			<b>Note 11</b>	Autres informations et événements postérieurs à la clôture	62

## Note 1 • Référentiel comptable et base d'élaboration des états financiers consolidés et faits significatifs de la période

### 1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Vallourec le 29 février 2024 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

En application du Règlement n° 1606/2002 de la Commission européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union européenne, les états financiers consolidés de la société Vallourec sont établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne, sur la base des normes et interprétations

applicables au 31 décembre 2023 et sont disponibles sur le site internet de la Société [www.vallourec.com](http://www.vallourec.com).

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS de l'IASB (*International Accounting Standards Board*), les normes IAS (*International Accounting Standard*), ainsi que leurs interprétations SIC (*Standing Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont appliqués de façon constante sur les périodes présentées à l'exception des évolutions normatives décrites ci-dessous :

#### 1.1.1 NOUVELLES NORMES D'APPLICATION OBLIGATOIRE

##### Principaux textes d'application obligatoire en 2023 :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les textes d'application obligatoire concernent les amendements à IAS 1 (Présentation des états financiers), IAS 8 (Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs), IAS 12 (Impôts sur le résultat) et IFRS 17 et ses amendements (Contrats d'assurance). Ces textes n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

#### 1.1.2 NOUVEAUX TEXTES NON APPLIQUÉS PAR ANTICIPATION

Le Groupe n'applique pas par anticipation les autres normes ou interprétations d'application obligatoire pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou ultérieurement.

### 1.2 Base d'évaluation et de présentation des états financiers consolidés

#### 1.2.1 CONVENTION DU COÛT HISTORIQUE

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs biologiques, des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur ainsi que les actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat ou les capitaux propres.

#### 1.2.2 OPÉRATION EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

##### Conversion des états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro

La devise de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Les actifs et passifs des filiales étrangères y compris les écarts d'acquisition sont convertis aux cours officiels de change à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis aux cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant de la conversion sont inscrits dans les capitaux propres, et sous la rubrique spécifique « Réserves de conversion » en ce qui concerne la part Groupe.

Les principaux cours de change utilisés (euro / devises) sont les suivants :

##### Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle. Elles sont converties au cours spot du jour de la mise en place de l'instrument de couverture lorsque la transaction fait l'objet d'une opération de couverture. En l'absence de couverture, les opérations en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la date de clôture au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de change constatés par rapport au cours d'enregistrement initial des transactions concourent au résultat financier.

	USD	GBP	BRL	CNY
<b>AU 31/12/2022</b>				
Taux moyen	1,05	0,85	5,44	7,05
Taux clôture	1,07	0,89	5,64	7,36
<b>AU 31/12/2023</b>				
Taux moyen	1,08	0,87	5,40	7,66
Taux clôture	1,11	0,87	5,36	7,85

### 1.2.3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont consolidées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

#### Définition

Le contrôle existe lorsque le Groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

#### Mode de comptabilisation

Les comptes consolidés incluent 100 % des actifs, passifs, et du résultat global de la filiale.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe. Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraîneraient pas de changement de mode de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions effectuées avec des actionnaires agissant en cette qualité.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

Ces transactions sont par ailleurs présentées dans le tableau de flux de trésorerie en opérations de financement ou d'investissement suivant les cas.

Les résultats des sociétés acquises sont inclus dans le compte de résultat à compter des dates effectives de prise de contrôle. Ceux des sociétés cédées sont pris en compte jusqu'à la perte de contrôle.

Les flux sur le compte de résultat et le bilan relatifs aux transactions commerciales et financières intra-groupe sont éliminés.

Le périmètre de consolidation est présenté en Note 10.2.

### 1.2.4 UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENT

#### Estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction de Vallourec à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que certaines informations données dans les notes annexes.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Dans un contexte économique actuel (incertitude sur l'évolution économique, environnement international fortement concurrentiel et volatilité des coûts des matières premières et de l'énergie), le caractère aléatoire de certaines estimations peut se trouver renforcé.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment l'évaluation des éléments suivants :

- la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. Notes 4.1, 4.3 et 4.4) ;
- les déficits reportables reconnus en actifs d'impôts différés (cf. Note 3.2) ;
- les provisions pour litiges, pour contrats onéreux et pour restructuration et passifs éventuels (cf. Note 9) ;

#### Jugement

Le Groupe doit faire appel à des hypothèses et jugements pour évaluer le niveau de contrôle dans certaines participations notamment pour la définition des activités pertinentes et l'identification des droits substantiels, ainsi que le type de partenariat dont relève une entreprise contrôlée conjointement. Ces jugements sont revus si les faits et circonstances évoluent.

## 1.3 Faits significatifs de la période

### ÉVOLUTION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE VALLOUREC

Dans le cadre de son plan « New Vallourec », conduit par Philippe Guillemot, Président et Directeur Général, le Groupe a développé une organisation en trois régions (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Hémisphère Est) dans le but de simplifier et d'optimiser les opérations. Cette nouvelle organisation vise à rendre le Groupe plus efficace et plus agile, au plus près du client, et lui permettre d'accroître sa performance industrielle, notamment grâce à deux bases d'exportation, le Brésil et l'Asie.

En avril 2023, Vallourec a annoncé la nomination de Sarah Dib en tant que Secrétaire Générale. Elle a succédé à Nathalie Joannes et a

rejoint le Comité Exécutif. Sarah Dib a rejoint le Groupe en janvier 2023 en tant que Responsable juridique en charge de la gouvernance et du droit boursier et secrétaire du Conseil d'administration, après avoir exercé plusieurs années en tant qu'avocate dans des cabinets internationaux.

En mai 2023, Vallourec a annoncé la nomination de Valeria Fernandes en tant que Directrice Digital & Systèmes d'Information. Elle a succédé à Naïla Giovanni et a rejoint le Comité Exécutif.

En septembre 2023, afin d'accélérer la mise en œuvre du redressement de Vallourec dans le cadre de son plan New Vallourec, le Groupe a annoncé les changements suivants au sein de son Comité Exécutif :

- Bertrand Frischmann, jusqu'alors Directeur de la région Amérique du Nord, a été nommé Directeur des Opérations Amériques (COO), dont le périmètre couvrira la région Amérique du Nord et la région Amérique du Sud;
- Bertrand Frischmann a été également nommé Directeur par intérim de la région Amérique du Sud en remplacement de Pierre d'Archemont ;

- Jacky Massaglia jusqu'alors Directeur Business Line Project Line Pipe and Process a été nommé Directeur de la région Amérique du Nord en remplacement de Bertrand Frischmann et reportera à celui-ci dans son rôle de Directeur des Opérations Amériques;
- Bertrand de Rotalier jusqu'alors Directeur Ventes OCTG Europe et Afrique a été nommé Directeur Business Line Project Line Pipe and Process, en remplacement de Jacky Massaglia. Bertrand de Rotalier a rejoint le Comité Exécutif.

À la date de ce Document d'Enregistrement Universel, le Comité Exécutif de Vallourec comprend 13 membres sous le leadership de Philippe Guillemot, Président et Directeur Général.

## NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de Vallourec, réuni le 12 novembre 2023, a décidé de coopter Monsieur Luciano Siani en qualité de membre du Conseil d'administration. La nomination de Monsieur Luciano Siani sera soumise à la ratification des actionnaires lors de la prochaine assemblée générale du Groupe le 23 mai 2024.

Monsieur Siani a occupé des postes de direction clés au sein du Groupe Vale pendant près de quinze ans, jusqu'en janvier 2023, pour l'essentiel en qualité de membre Senior du Comité Exécutif de Vale, en tant que Directeur Financier du Groupe et plus récemment en tant que Vice-Président Exécutif pour la Stratégie et la Transformation de l'Activité.

Avant de rejoindre Vale, Monsieur Siani a occupé pendant quatorze ans au sein de la Banque Brésilienne de Développement (BNDES) divers postes à responsabilité en financement des exportations,

marchés de capitaux et infrastructures. Il a représenté la Banque aux conseils d'administration de plusieurs grandes entreprises brésiliennes. Auparavant, il a également exercé en tant que consultant chez McKinsey & Company.

Le Conseil d'administration a estimé que Monsieur Siani satisfait aux critères d'indépendance tels qu définis par le Code de gouvernance d'entreprise AFEP MEDEF.

Monsieur Siani a également été désigné membre du Comité d'Audit et du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (RSE).

Le Conseil d'administration de Vallourec est composé de huit membres dont 42 % de femmes et 71 % d'administrateurs indépendants

## LANCEMENT D'UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT RÉSERVÉ AUX SALARIÉS

En octobre 2023, Vallourec a lancé Vallourec Invest 2023, une augmentation de capital réservée aux salariés, conformément à la décision prise le 27 juillet 2023 par le Conseil d'administration en application des treizième et quatorzième résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 25 mai 2023.

L'augmentation de capital réservée aux salariés a pour objectif d'associer les salariés du Groupe à la création de valeur et de développer l'actionnariat salarié en reconnaissance des progrès

accomplis jusqu'à présent et de renforcer leur participation à la construction du plan New Vallourec en tant qu'actionnaires directs ou indirects.

Ce programme d'investissement s'est traduit par la création de 490 101 actions nouvelles (soit 0,21 % du capital de Vallourec) et porte à 237 271 828 le nombre d'actions composant le capital au 13 décembre 2023.

## MINE DE FER

- Le 8 janvier 2022, à la suite des pluies exceptionnellement abondantes ayant affecté l'État du Minas Gerais (Brésil), une partie du parc de résidus miniers de la mine de fer de Vallourec à Pau Branco a glissé dans une retenue d'eau de pluie, entraînant le débordement de celle-ci, et l'interruption du trafic sur la route située en contre-bas. La structure de la retenue d'eau n'a pas été affectée, et il n'y a pas eu de victime. Toutefois, à la suite de cet incident, les opérations de la mine ont été suspendues temporairement.
- Le 4 mai 2022, Vallourec a redémarré partiellement les opérations, après en avoir obtenu l'autorisation en utilisant un parc de résidus miniers alternatif. Dans ces conditions, les volumes produits en 2022 se sont élevés à environ 4 millions de tonnes.
- La mine Pau Branco est revenue à des opérations normales à la fin du deuxième trimestre 2023 suite à l'obtention des autorisations nécessaires pour l'utilisation du parc de résidus miniers de Cachoeirinha en mai 2023.
- Vallourec a pris des mesures pour le segment Mine et Forêt afin de générer environ 100 millions d'euros de Résultat Brut d'Exploitation par an à court terme, en supposant des prix du

marché du minerai de fer d'environ 110 dollars par tonne. Toutefois, Vallourec a deux projets visant à améliorer la rentabilité de sa mine, les extensions dites Phase 1 et Phase 2:

- À la fin de 2024, Vallourec prévoit que le projet d'extension de la mine Phase 1 sera finalisé et entraînera une augmentation du Résultat Brut d'Exploitation pour l'activité Mine & Forêt de 20 à 25 millions d'euros par an, en supposant des prix du minerai de fer largement cohérents avec le niveau de 110 dollars mentionné ci-dessus.
- En 2027, Vallourec prévoit la réalisation d'un projet plus important, l'extension de la mine Phase 2. Cela devrait entraîner un Résultat Brut d'Exploitation supplémentaires pour Mine & Forêt de 50 à 75 millions d'euros par an.
- Les dépenses d'investissement pour les deux projets devraient être inférieures à 150 millions d'euros et devraient être étalées au cours des prochaines années. La direction de Vallourec est en contact avec les autorités nationales et régionales afin d'obtenir les autorisations environnementales et de production nécessaires à ces deux extensions.

## Note 2 • Activités opérationnelles

### 2.1 Information sectorielle

Le groupe Vallourec est un leader mondial des solutions tubulaires premium destinées principalement aux marchés du Pétrole et gaz, de l'Industrie et de l'Énergie électrique. Implanté depuis ses origines en France et en Allemagne, Vallourec occupe des positions de tout premier plan aux États-Unis, au Brésil, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Le Groupe fournit une large gamme de solutions tubulaires premium, c'est-à-dire de haute performance et dont la fabrication requiert une maîtrise technologique et industrielle importante, accompagnée de services complémentaires spécialisés permettant aux clients de profiter d'une offre complète de solutions innovantes. L'organisation du Groupe, orientée « Clients » et destinée à fournir un nombre croissant de service intégrés pour délivrer des solutions globales et clés en main, conduit à analyser l'information financière selon plusieurs axes (marchés, régions, sites, produits). Aucun de ces axes pris indépendamment ne permet une mesure complète des résultats ou des actifs et passifs par segment.

Le Groupe présente son information sectorielle sur la base des secteurs opérationnels suivants :

#### « Tubes »

Ce segment regroupe l'ensemble des entités détenant les outils de production et de commercialisation dédiés à l'activité principale du Groupe de réalisation de tubes sans soudure en aciers au carbone et alliés laminés à chaud, soit lisses, soit filetés pour le pétrole ou le gaz. Cette activité se caractérise par une forte intégration du process de fabrication depuis l'élaboration de l'acier et le laminage à chaud, jusqu'aux stades de parachèvement finaux qui permettent d'obtenir des produits s'adressant principalement aux marchés (pétrole, gaz et industries). L'activité Tubes dépend fortement du niveau d'investissement réalisé par les sociétés pétrolières et

gazières dans l'exploration, la production et le développement des réserves de pétrole et de gaz naturel. La décision d'attribution des commandes clients est gérée de manière centralisée par une équipe S&OP globale, sur la base de critères tels que les capacités de production disponibles et l'optimisation des marges au niveau du Groupe, tout en tenant compte des contraintes de la chaîne d'approvisionnement (délai requis des clients) et des certifications d'usine requises. La décision d'allocation du capital / des ressources par le Comité Exécutif est prise à ce niveau et la performance est surveillée à ce niveau avec différents indicateurs, y compris l'EBITDA / tonne, les jours de volume des stocks.

Vallourec présente des informations géographiques pour le segment Tubes pour l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie, le Moyen-Orient et le reste du monde entre autres.

#### « Mine et Forêt »

La mine de minerai de fer et les forêts (utilisées pour l'alimentation en charbon de bois du haut-fourneau situé à Jeceaba dans l'État du Minas Gerais) constituent aujourd'hui un segment distinct dans le reporting interne du Groupe.

À ce jour, la mine est en capacité de produire 6 millions de tonnes par an.

Après la mise en service des travaux d'extension de la Phase 2 en 2027, le Groupe entrevoit la possibilité d'augmenter la capacité de production de 1 à 2 millions de tonnes. La production excédentaire qui dépasse la consommation interne (actuellement estimée à environ 1 million de tonnes) est vendue sur le marché

La rentabilité de cette activité est fortement corrélée aux prix du marché international du minerai de fer, en particulier à l'indice *Iron Ore CFR China* publié par Platts.

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur opérationnel, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs, aux passifs et aux investissements pour les exercices 2023. Les informations de 2022 ont été retraitées pour assurer la comparabilité.

### INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS, LES ACTIFS ET LES PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Situation au 31 décembre 2023	Tubes	Mine et Forêt	Holdings & divers	Opérations inter-secteurs	Total
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>					
Chiffre d'affaires	4 801 700	374 617	196 655	(259 253,0)	5 113 719
Résultat brut d'exploitation	1 050 643	179 613	(31 994)	(1 935)	1 196 327
Amortissements industriels	(170 193)	(21 238)	(11 997)	-	(203 428)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	147 686	(517)	(2 316)	-	144 853
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(263 417)	6 076	(21 130)	(394)	(278 865)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>764 719</b>	<b>163 934</b>	<b>(67 437)</b>	<b>(2 329)</b>	<b>858 887</b>
Produits non répartis	-	-	-	-	29 482
Charges non réparties	-	-	-	-	(95 571)
Résultat avant impôts	-	-	-	-	792 798
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	(268 959)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	71
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	-	-	-	523 910
<b>BILAN</b>					
Actifs non courants	2 110 115	320 916	84 570	-	2 515 601
Actifs courants	2 182 530	104 419	408 589	(398 916)	2 296 622
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 080 445	50 482	1 135 012	(1 365 991)	899 948
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	1 081	-	-	1 081
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>5 373 090</b>	<b>476 898</b>	<b>1 628 171</b>	<b>(1 764 907)</b>	<b>5 713 252</b>
<b>FLUX</b>					
Investissements incorporels, corporels et biologiques	183 078	25 933	3 575	-	212 586
Chiffre d'affaires hors groupe	4 746 204	269 119	98 396	-	5 113 719

Situation au 31 décembre 2022	Tubes	Mine et forêt	Holdings & divers	Opérations inter-secteurs	Total
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>					
Chiffre d'affaires	4 662 513	244 851	210 086	(234 750)	4 882 700
Résultat brut d'exploitation	638 183	112 692	(36 725)	970	715 120
Amortissements industriels	(192 770)	(16 715)	(17 642)	-	(227 127)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	(36 172)	-	-	-	(36 172)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(452 726)	(76 615)	(44 198)	-	(573 539)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(43 485)</b>	<b>19 362</b>	<b>(98 565)</b>	<b>970</b>	<b>(121 718)</b>
Produits non répartis					7 003
Charges non réparties					(118 454)
Résultat avant impôts					(233 169)
Impôts sur les bénéfices					(112 926)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence					(17 612)
Résultat net de l'ensemble consolidé					(363 707)
<b>BILAN</b>					
Actifs non courants	1 986 131	335 067	88 235	-	2 409 433
Actifs courants	2 296 588	93 576	142 582	(145 316)	2 387 430
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820 313	13 327	777 773	(1 059 810)	551 603
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	9 415	-	(1)	9 414
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>5 103 032</b>	<b>451 385</b>	<b>1 008 590</b>	<b>(1 205 127)</b>	<b>5 357 880</b>
<b>FLUX</b>					
Investissements incorporels, corporels et biologiques	141 608	44 471	4 597	-	190 676
Chiffre d'affaires hors groupe	4 609 318	159 969	113 414	-	4 882 700

## ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les tableaux suivants présentent des informations sur le chiffre d'affaires par zones géographiques d'implantation des clients et les actifs non courants par zones géographiques. Les principales zones sont l'Europe (Union Économique Européenne), l'Amérique du Nord (principalement les États-Unis) et l'Amérique du Sud (principalement le Brésil), ainsi que le Moyen-Orient.

	Chiffre d'affaires		Actifs non courants	
	2022	2023	2022	2023
Europe	606 304	427 303	87 942	69 228
Amérique du Nord	2 093 952	2 328 864	957 508	857 300
Amérique du Sud	855 039	845 529	764 092	876 098
Asie	388 661	296 346	99 456	193 279
Middle East	433 880	643 422	76 290	113 689
Reste du Monde	284 677	260 236	843	521
<b>Total Tubes</b>	<b>4 662 513</b>	<b>4 801 700</b>	<b>1 986 130</b>	<b>2 110 115</b>
<b>Mine et Forêt</b>	<b>244 851</b>	<b>374 617</b>	<b>335 067</b>	<b>320 916</b>
<b>Holding et autres</b>	<b>210 086</b>	<b>196 655</b>	<b>88 235</b>	<b>84 570</b>
<b>Opérations inter-secteurs</b>	<b>(234 750)</b>	<b>(259 253)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 882 700</b>	<b>5 113 719</b>	<b>2 409 433</b>	<b>2 515 601</b>



## 2.2 Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires résulte de la vente de produits finis et de services. Le Groupe analyse les cinq étapes suivantes pour déterminer le principe de reconnaissance du chiffre d'affaires :

1. identification du contrat ;
2. identification des obligations de performance distincts au sein du contrat ;
3. évaluation du prix du contrat ;
4. allocation du prix global à chaque obligation de performance au *pro rata* de leurs prix de vente spécifiques ;
5. comptabilisation du chiffre d'affaires lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

Le chiffre d'affaires est reconnu soit en une seule fois lorsque le Groupe a satisfait l'obligation de performance en transférant le contrôle du bien ou au *pro rata* de l'état de l'avancement calculé sur la base des coûts engagés à la clôture.

Aucun produit n'est constaté s'il existe des incertitudes significatives quant au recouvrement de la contrepartie due.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes de produits (tubes et minerai de fer) et est intégralement reconnu en une seule fois, c'est-à-dire lorsque le Groupe a satisfait à l'obligation de performance en transférant le contrôle de l'actif. Dans la plupart des cas, cela est déterminé par les Incoterms (Termes Commerciaux

Internationaux) d'un contrat donné. Pour certaines des recettes, et certains services et en particulier les activités de soudage, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au *pro rata* de l'avancement des coûts.

La ventilation du chiffre d'affaires par segment, par marché et par zone géographique est présentée en Note 2.1.

### CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes, tel que requis par IFRS 15, correspond au chiffre d'affaires ferme contractualisé avec les clients et pour lequel les services ou prestations ne sont pas encore, ou sont partiellement, exécutés à la clôture de l'exercice. Le carnet de commandes du

Groupe correspond pour l'essentiel au chiffre d'affaires issu des contrats inférieurs à 12 mois et concerne essentiellement la vente de tubes. Il n'est pas présenté conformément à l'exemption prévue au paragraphe 121 de la norme IFRS 15.

### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

Le chiffre d'affaires par activités du Groupe est le suivant :

	2022	2023
Oil & Gas	3 418 475	3 922 630
Industrie	1 063 317	709 352
Autre	180 721	169 718
<b>Total Tubes</b>	<b>4 662 513</b>	<b>4 801 700</b>
<b>Mine et Forêt</b>	<b>244 851</b>	<b>374 617</b>
<b>Holding et autres</b>	<b>210 086</b>	<b>196 655</b>
<b>Opérations inter-secteurs</b>	<b>(234 750)</b>	<b>(259 253)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 882 700</b>	<b>5 113 719</b>

## 2.3 Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer sa performance récurrente. Il est obtenu en partant du résultat d'exploitation avant amortissements et en excluant certains produits et charges d'exploitation non récurrents présentant un caractère inhabituel ou rare dans leur réalisation, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 ;
- les charges de restructuration, notamment les mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure ;
- les plus-values ou moins-values de cessions ;
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'une matérialité très significative, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

La présentation du compte de résultat observe une classification par destination.

Le résultat brut d'exploitation se détaille comme suit :

	2022	2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 882 700</b>	<b>5 113 719</b>
<b>Coûts industriels des produits vendus</b>	<b>(3 807 143)</b>	<b>(3 519 664)</b>
• Dont coûts directs sur ventes	(311 365)	(286 357)
• Dont coûts des matières premières consommées	(1 691 423)	(1 438 676)
• Dont coûts de main-d'œuvre	(698 915)	(707 525)
• Dont autres coûts industriels <sup>(a)</sup>	(1 122 153)	(1 045 647)
• Dont variation de stocks part non-matière	16 713	(41 459)
<b>Coûts administratifs, commerciaux et de recherche</b>	<b>(349 279)</b>	<b>(333 273)</b>
• Dont frais de recherche et développement	(39 274)	(29 573)
• Dont frais commerciaux et dépenses de marketing	(67 734)	(64 520)
• Dont frais généraux et administratifs	(242 271)	(239 180)
<b>Autres</b>	<b>(11 158)</b>	<b>(64 455)</b>
• Dont intéressement, participation et autres	(25 454)	(30 136)
• Dont autres charges et produits	14 296	(34 319)
<b>Total des coûts brut d'exploitation</b>	<b>(4 167 580)</b>	<b>(3 917 392)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>715 120</b>	<b>1 196 327</b>

(a) Les « autres coûts industriels » sont constitués principalement des coûts d'énergie et des matières consommables, des coûts de sous-traitance et de maintenance, et des provisions.

## CHARGES DE PERSONNEL

	2022	2023
Salaires et traitements	(708 903)	(703 056)
Intéressement et participation	(29 486)	(30 136)
Charges liées aux plans d'options d'achat et de souscription d'actions, et aux actions de performance	(7 569)	(17 610)
Charges sociales	(163 861)	(158 111)
<b>TOTAL</b>	<b>(909 819)</b>	<b>(908 914)</b>

Les engagements de retraite sont présentés en Note 8.

	2022	2023
<b>Effectif de clôture des sociétés intégrées</b>		
Cadres	2 708	2 703
Atam	1 981	1 877
Ouvriers	11 077	10 768
<b>TOTAL</b>	<b>15 766</b>	<b>15 348</b>

## 2.4 Amortissements

Le détail des amortissements est le suivant :

	2022	2023
Amortissements industriels	(183 107)	(165 715)
Amortissements des droits d'utilisation	(23 587)	(20 717)
Amortissements des immobilisations affectées à la Recherche et Développement	(3 103)	(1 383)
Amortissements – contrats et départements commerciaux	(1 268)	(795)
Amortissements – frais généraux et administratifs	(16 062)	(14 818)
<b>TOTAL DES AMORTISSEMENTS</b>	<b>(227 127)</b>	<b>(203 428)</b>

## 2.5 Dépréciations d'actif et d'écart d'acquisition

	2022	2023
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	-	(3 677)
Perte de valeur des immobilisations corporelles	(35 135)	148 239
Perte de valeur sur droits d'utilisation	(1 037)	808
Perte de valeur sur actifs biologiques	-	(517)
<b>TOTAL</b>	<b>(36 172)</b>	<b>144 853</b>

Les tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2023 conduisent à une reprise nette des provisions de 145 millions d'euros constituées principalement d'une reprise de 153 millions d'euros, reflétant l'amélioration des perspectives des principales entités composant l'UGT Hémisphère Est (voir Note 4.2).

## 2.6 Cessions d'actif, restructuration et éléments non récurrent

	2022	2023
Mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions)	(406 245)	(84 754)
Résultats de cessions d'actifs immobilisés et autres éléments non récurrents	(167 294)	(194 111)
<b>TOTAL</b>	<b>(573 539)</b>	<b>(278 865)</b>

Le Groupe a poursuivi sa restructuration en 2023, ce qui a conduit à la reconnaissance de 85 millions d'euros de coûts pour des mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions).

Les autres éléments non récurrents en 2023 (correspondant à 194 millions d'euros) s'expliquent principalement comme suit :

- Suite à la décision prise en 2022 de fermer ses opérations en Allemagne d'ici fin 2023, Vallourec a développé un portefeuille de clients internationaux auquel il a commencé à vendre l'acier acheté auprès de HKM, principalement sous forme de brames. Bien que Vallourec ait réussi à mettre en place des débouchés alternatifs pour les 625 kt d'approvisionnement en acier requis par son contrat, les résultats de cette opération de trading en 2023 ont eu un impact négatif sur les états financiers de Vallourec. Sur la base des attentes de flux de trésorerie futurs liés à ce contrat, une juste valeur négative a été comptabilisée comme un contrat dérivé, pour un montant total de 127 millions d'euros. Ce montant correspond à la meilleure estimation de Vallourec de la juste valeur actuelle des flux de trésorerie attendus résultant de l'exécution de ce contrat sur la période résiduelle jusqu'à fin 2028. La juste valeur estimée de ces pertes attendues sera régulièrement révisée jusqu'à la fin effective de l'accord d'approvisionnement pour prendre en considération les conditions de marché prévalant à ce moment-là ainsi que l'évolution du modèle d'affaires de trading. En substance, cet accord d'approvisionnement est donc traité comme un dérivé, conformément à l'IFRS 9, dans les états financiers de Vallourec (voir note 7.2 et 7.4).
- Un impact positif de 39 millions d'euros suite à la cession du site de Mülheim ;
- Les autres éléments non récurrents pour 2023 sont liés aux gains et pertes sur cession d'actifs, aux actifs mis au rebut et à d'autres coûts de restructuration (honoraires et dépenses d'exploitation liés à l'arrêt des opérations de fabrication).

Pour rappel :

Au cours du troisième trimestre 2022, le Groupe a finalisé les accords des plans sociaux en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. En complément, les initiatives du plan New Vallourec seront étendues à d'autres régions, en commençant par le Brésil, mais également avec l'augmentation de la production aux États-Unis et en Arabie Saoudite. La réduction des effectifs associée devrait être d'environ 2 950 postes.

Dans ce contexte, le groupe a procédé au cours de l'année à la dénonciation de certains contrats dont le coût a été provisionné.

L'ensemble des mesures d'adaptation mises en œuvre s'est traduit par une perte 406 millions d'euros sur l'exercice 2022. Les autres éléments non récurrents de l'exercice 2022, 167 millions sont principalement composés de :

- Conséquences de l'incident de la Mine au Brésil. Le 8 janvier 2022, à la suite des pluies exceptionnelles ayant affecté l'État du Minas Gerais (Brésil), une partie du parc de résidus miniers de la mine de fer de Vallourec à Pau Branco a glissé dans une retenue d'eau de pluie, entraînant le débordement de celle-ci, et l'interruption du trafic sur la route située en contre-bas. La structure de la retenue d'eau n'a pas été affectée, et il n'y a pas eu de victime. À la suite de cet incident, les opérations de la mine ont été suspendues temporairement jusqu'à une reprise partielle des opérations en mai 2022. Le 12 décembre, Vallourec a signé un accord avec les autorités locales. Les coûts opérationnels d'inactivité et les coûts de remise en état de site et des pénalités suite aux pluies exceptionnelles intervenues en janvier dans l'état du Minas Gerais (Brésil) s'élèvent à 72 millions d'euros.
- Les autres éléments non récurrents concernent des moins-values de cession, des mises au rebut d'actifs et les autres charges liées aux restructurations (honoraires, coûts opérationnels liés aux arrêts d'activité industrielle).

Les mesures du programme de transformation New Vallourec ont entraîné une perte totale de 495 millions d'euros qui comprend des mesures de réorganisation (plans sociaux, résiliation de contrats), des frais de restructuration, et des dépenses d'exploitation liées à la cessation des activités de fabrication et à la cession de actifs.

## 2.7 Réconciliation des dotations nettes avec le tableau de flux de trésorerie

	Notes	2022	2023
<b>Amortissements</b>	<b>2.4</b>	<b>(227 127)</b>	<b>(203 428)</b>
<b>Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition</b>	<b>2.5</b>	<b>(36 172)</b>	<b>144 853</b>
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans le résultat brut d'exploitation		53 008	11 735
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans les cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents		(416 894)	178 195
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans le résultat financier		(17 551)	(4 743)
<b>TOTAL</b>		<b>(644 737)</b>	<b>126 612</b>
<b>Dotations nettes aux amortissements et provisions du tableau de flux</b>		<b>644 737</b>	<b>(126 612)</b>

## 2.8 Besoin en fonds de roulement

### 2.8.1 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le cas échéant des provisions pour dépréciation sont constituées.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats...). Ces stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût des en-cours de production de biens, des produits intermédiaires et finis, est constitué du prix de revient, frais

financiers exclus. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main-d'œuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal. Les coûts administratifs et généraux sont exclus de cette valorisation.

À l'exception des stocks de sécurité comptabilisés en immobilisations corporelles, les pièces détachées et consommables sont comptabilisés en stocks, y compris en cas d'une prévision de consommation au-delà d'un an.

Le coût de la sous-activité éventuelle est exclu de la valeur des stocks. Les produits fabriqués à la commande sont dépréciés, le cas échéant, pour la partie non affectée et valorisés au prix de la ferraille (si applicable). Les stocks sont dépréciés en fonction de leurs valeurs nettes réalisables.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et marchandises	474 080	(73 564)	400 516	423 481	(61 036)	362 445
Produits en cours de production	358 913	(7 453)	351 460	341 494	(6 478)	335 016
Produits intermédiaires et finis	576 871	(17 198)	559 673	562 243	(17 906)	544 337
<b>TOTAL</b>	<b>1 409 864</b>	<b>(98 215)</b>	<b>1 311 649</b>	<b>1 327 218</b>	<b>(85 420)</b>	<b>1 241 798</b>
Dotations aux provisions		(49 167)			(51 561)	
Reprises de provisions		67 201			67 853	

Les matières premières et marchandises comprennent principalement des ferro-alliages, électrodes, réfractaires, des ronds d'acier/billettes, ferrailles, consommables... Les produits en-cours correspondent à des produits et services à des stades intermédiaires de transformation. Les produits intermédiaires sont des produits qui sont parvenus à un stade d'achèvement mais qui nécessitent des étapes de finition ultérieures.

## 2.8.2 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances clients sont enregistrées au prix de transaction. Pour évaluer les pertes de crédit attendues, le Groupe se fonde sur les taux de défaillance observés dans le passé par client, les conditions actuelles ainsi que les prévisions des conditions économiques futures.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou dans le cas d'opérations de mobilisation de créances sans recours, lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Avances et acomptes versés sur commandes	69 585	-	69 585	32 970	-	32 970
Créances clients et comptes rattachés	768 536	(13 660)	754 876	739 988	(16 898)	723 090
<b>TOTAL COURANT</b>	<b>838 121</b>	<b>(13 660)</b>	<b>824 462</b>	<b>772 958</b>	<b>(16 898)</b>	<b>756 060</b>
Créances clients et comptes rattachés non courantes	-	-	-	5 016	(4 946)	70
<b>TOTAL COURANT ET NON COURANT</b>	<b>838 121</b>	<b>(13 660)</b>	<b>824 462</b>	<b>777 974</b>	<b>(21 844)</b>	<b>756 130</b>
Dotations aux provisions		(6 774)			(10 976)	
Reprises de provisions		7 278			6 976	

La majorité des activités du Groupe sont conduites avec des opérateurs à forte qualité de crédit : compagnies pétrolières internationales et nationales ou leurs sous-traitants. Enfin une partie résiduelle du chiffre d'affaires est réalisée avec des clients industriels avec des profils de risques parfois plus élevés pour lesquels un dispositif d'assurance-crédit est mis en place.

En cas de risque pays le Groupe prend des dispositions particulières au moment de la commande afin de se prémunir d'une éventuelle perte financière (par exemple via la mise en place de lettre de crédit confirmée ou de paiement en avance). Le montant des créances client au 31 décembre 2023 couverts par l'assurance ou une lettre de crédit est inférieur à 20 % du total de l'encours client. Les reprises sans objet ne sont pas significatives à l'échelle du Groupe. Le Groupe n'a pas subi de niveaux de pertes significatives sur l'exercice.

Le Groupe estime que son risque de crédit est faible. Le portefeuille clients a été impacté par un risque politique accru, en particulier suite aux sanctions internationales affectant la Russie. L'analyse consolidée fait ressortir un taux de perte faible de 0,1 % du CA en moyenne sur cinq ans.

Le détail par échéance des créances clients nettes de dépréciation est présenté dans le paragraphe « Risque de crédit » de la Note 7.4.4.

En 2022, des opérations de mobilisation de créances sans recours ont été réalisées par le Groupe auprès d'établissements financiers à hauteur de 33 millions d'euros. L'analyse des risques et avantages telle que définie par IFRS 9 a conduit le Groupe à décomptabiliser les créances cédées, notamment au regard du risque d'insolvabilité des créances cédées. Les contrats signés impliquent le transfert par Vallourec de l'ensemble des flux de trésorerie à la banque, Vallourec ne conservant aucun droit contractuel vis-à-vis de la banque ou du client. Le montant des créances correspondantes ne figure donc plus dans le bilan consolidé du Groupe à la clôture.

Le programme de mobilisation de créances sans recours auprès d'établissements de crédits Allemands a pris fin en septembre 2023. Il n'y a plus d'encours au titre de ce programme au 31 décembre 2023.

## 2.8.3 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

	31/12/2022				31/12/2023			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Créances/dettes fiscales	46 540	99 977	8 227	58 686	46 721	128 137	7 600	110 602
Créances/dettes sociales	-	4 141	-	167 697	-	3 815	-	178 458
Autres	61 984	123 494	42 519	59 780	43 359	117 863	32 267	80 590
Provisions	(2 951)	(17 076)	-	-	(4 990)	(10 044)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>105 573</b>	<b>210 536</b>	<b>50 746</b>	<b>286 163</b>	<b>85 090</b>	<b>239 771</b>	<b>39 867</b>	<b>369 650</b>

Les autres actifs (courants et non courants) sont composés essentiellement de créances fiscales au Brésil et aux États-Unis, des dépôts et cautionnement au Brésil versés notamment dans le cadre de contentieux fiscaux (cf. Note 9) et de charges constatées d'avance.

## 2.8.4 RÉCONCILIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'évolution du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice 2023 est la suivante :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	31/12/2022	Écart de conversion	Variation	Reclassement et autres	31/12/2023
Stocks	1 409 864	2 082	(71 456)	(13 272)	1 327 218
Créances clients et avances fournisseurs	838 121	(2 438)	(59 990)	2 281	777 974
Fournisseurs	(786 918)	10 488	9 123	4 799	(762 508)
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>1 461 067</b>	<b>10 132</b>	<b>(122 323)</b>	<b>(6 192)</b>	<b>1 342 684</b>
Autres créances et dettes	(5 347)	(701)	(31 581)	(12 580)	(50 209)
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>	<b>1 455 720</b>	<b>9 431</b>	<b>(153 904)</b>	<b>(18 772)</b>	<b>1 292 475</b>
Impact des instruments financiers de couverture			9 240		
<b>TOTAL</b>			<b>(144 664)</b>		
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			144 664		

L'évolution du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice 2022 est la suivante :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	31/12/2021	Écart de conversion	Variation	Reclassement et autres	Éléments destinés à être cédés	31/12/2022
Stocks	1 128 094	52 166	224 435	(24 996)	30 165	1 409 864
Créances clients	583 577	34 665	214 543	(4 194)	9 530	838 121
Fournisseurs	(601 000)	(18 921)	(162 684)	8 583	(12 896)	(786 918)
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>1 110 671</b>	<b>67 910</b>	<b>276 294</b>	<b>(20 607)</b>	<b>26 799</b>	<b>1 461 067</b>
Autres créances et dettes	(73 838)	(4 585)	67 844	10 294	(5 062)	(5 347)
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>	<b>1 036 833</b>	<b>63 325</b>	<b>344 138</b>	<b>(10 313)</b>	<b>21 737</b>	<b>1 455 720</b>
Impact des instruments financiers de couverture			11 236			
<b>TOTAL</b>			<b>355 374</b>			
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			(355 374)			

## Note 3 • Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

Conformément à IAS 12, des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux, dans les conditions énoncées ci-après.

Les principales natures d'impôts différés comptabilisés sont :

- les déficits reportables ;
- les impôts différés actifs long terme qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés actifs sur des éléments court terme récurrents (provision pour congés payés...) ou non récurrents (participation des salariés, provisions pour risques non déductibles fiscalement...) lorsqu'il existe une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés liés aux écritures de passage des comptes statutaires aux comptes IFRS et aux écritures de consolidation.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date d'arrêtés des comptes.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

L'impôt, différé et exigible, est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé en autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres (cf. notamment comptabilisation des instruments de couverture Note 7.4.3 et écarts actuariels sur engagements post-emplois Note 8).

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Les impôts différés actifs nets ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité raisonnable de recouvrement dans un avenir prévisible examinée à chaque date de clôture.

### 3.1 Rapprochement impôt théorique et impôt réel

	2022	2023
Charge courante d'impôts	(74 430)	(201 830)
Impôts différés	(38 496)	(67 129)
<b>Charge nette (-), Produit net (+)</b>	<b>(112 926)</b>	<b>(268 959)</b>
Résultat des sociétés intégrées	(346 095)	523 839
Charge d'impôts	(112 926)	(268 959)
<b>Résultat des sociétés intégrées avant impôts</b>	<b>(233 169)</b>	<b>792 798</b>
Taux d'imposition légal société consolidante	25,83 %	25,83 %
Impôt théorique	60 228	(204 780)
Impact des principaux déficits reportables	(153 794)	(64 594)
Impact des différences permanentes	(69 922)	(18 372)
Autres impacts	-	(40)
Impact des différences de taux d'imposition	50 662	18 827
<b>Charge nette (-), Produit net (+)</b>	<b>(112 926)</b>	<b>(268 959)</b>
<b>Taux d'imposition réel</b>	<b>- 48 %</b>	<b>34 %</b>

Le taux de 34 % s'explique principalement par des éléments détaillés ci-dessous :

- l'impact des déficits reportables et des différences temporaires s'analyse principalement par la non-reconnaissance des impôts différés actifs (IDA) de l'exercice en Allemagne et en France ;
- les différences permanentes correspondent essentiellement à la réintégration des charges financières en France et des crédits d'impôts tombés en non-valeur (issus de retenues à la source sur produits financiers notamment) ;
- l'impact des différences de taux d'imposition reflète principalement la diversité des taux d'impôt appliqués dans chaque pays (États-Unis 21 %, Brésil 34,0 %, Chine 25 % et Arabie Saoudite 20 %).

### 3.2 Impôts différés actif et passif

Les impôts différés sont reconnus selon la méthode du report variable.

Les taux utilisés sont les taux de recouvrement connus à la date d'arrêté des comptes.

	31/12/2022	31/12/2023
Impôts différés actifs	237 725	208 576
Impôts différés passifs	51 836	83 354
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS /(IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS) NETS</b>	<b>185 889</b>	<b>125 222</b>

31/12/2023	Actifs	Passifs	Impôts différés actif/(passifs) nets
Immobilisations	-	57 614	-
Autres actifs et passifs	47 002	-	-
Stocks	16 381	-	-
Engagements envers le personnel	8 354	-	-
Instruments dérivés	2 940	-	-
<b>Solde net</b>	<b>74 677</b>	<b>57 614</b>	<b>17 063</b>
Activation des déficits ordinaires	108 159	-	108 159
<b>TOTAL</b>	<b>182 836</b>	<b>57 614</b>	<b>125 222</b>

31/12/2022	Actifs	Passifs	Impôts différés actif/(passifs) nets
Immobilisations	-	36 050	-
Autres actifs et passifs	16 430	-	-
Stocks	13 067	-	-
Engagements envers le personnel	9 179	-	-
Instruments dérivés	1 409	-	-
<b>Solde net</b>	<b>40 085</b>	<b>36 050</b>	<b>4 035</b>
Activation des déficits ordinaires	181 854	-	181 854
<b>TOTAL</b>	<b>221 939</b>	<b>36 050</b>	<b>185 889</b>

Les impôts différés en valeur brute au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 s'analysent comme suit :

31/12/2023	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	4 777 188	1 359 646	108 159	1 251 487
Autres actifs d'impôts	-	-	100 417	55 625
<b>Total actifs d'impôts</b>	<b>-</b>	<b>1 359 646</b>	<b>208 576</b>	<b>(1 307 112)</b>
Passifs d'impôts	-	-	(83 354)	-
<b>Total passifs d'impôts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(83 354)</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>125 222</b>	<b>(1 307 112)</b>

31/12/2022	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	4 772 510	1 333 255	181 854	1 151 401
Autres actifs d'impôts	-	-	55 871	153 375
<b>Total actifs d'impôts</b>	<b>-</b>	<b>1 333 255</b>	<b>237 725</b>	<b>(1 304 776)</b>
Passifs d'impôts	-	-	(51 836)	-
<b>Total passifs d'impôts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(51 836)</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>185 889</b>	<b>(1 304 776)</b>

Les impôts différés actifs sont reconnus lorsqu'il existe une assurance raisonnable de récupération de ces actifs d'impôts différés dans un futur prévisible (dans les cinq ans). Lorsqu'il est estimé que l'imputation de ces déficits sur les bénéfices imposables futurs présente un caractère incertain, aucun impôt différé actif n'est reconnu, et le cas échéant, ceux existant à l'ouverture sont dépréciés. Au 31 décembre 2023, les impôts différés reconnus concernent principalement le Brésil pour 80 millions d'euros que le Groupe estime récupérer sur une durée inférieure à cinq ans.

Au 31 décembre 2023, les impôts différés non reconnus concernent principalement la France et l'Allemagne en raison d'un historique récent de pertes et l'absence de perspectives de recouvrement à brève échéance.

Les déficits reportables non reconnus au 31 décembre 2023 correspondent à des sociétés qui sont structurellement déficitaires et qui ne reviendront pas à une situation bénéficiaire sur l'horizon du plan d'affaires et en fonction des périodes d'utilisation des déficits :

- pour le périmètre d'intégration fiscale France, les déficits sont indéfiniment reportables mais l'utilisation est limitée à 50 % du bénéfice fiscal annuel au-dessus de 1 million d'euros ;
- en Allemagne, les déficits sont indéfiniment reportables mais l'utilisation est limitée à 40 % du bénéfice fiscal annuel au-dessus de 1 million d'euros.



Les variations d'impôts différés se décomposent comme suit :

	2022	2023
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>210 366</b>	<b>185 889</b>
Effet des variations de change	16 666	7 252
Comptabilisé en résultat	(38 496)	(67 129)
Comptabilisé en autres éléments du résultat global	(2 945)	(796)
Variation de périmètre	(180)	5
Autres	478	1
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-
<b>À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>185 889</b>	<b>125 222</b>

Le montant de l'impôt différé comptabilisé en autres éléments du résultat global correspond principalement à la variation des impôts différés calculés sur les instruments dérivés et les écarts actuariels des engagements de retraites et assimilés envers le personnel.

La Directive du 16 décembre 2022 « Pilier 2 » visant à établir une imposition minimale des groupes multinationaux à 15 % a été transposée en droit français avec un effet des nouvelles dispositions à compter de l'exercice 2024. Les premières analyses réalisées pour estimer leur impact financier n'ont pas montré d'effet matériel pour le Groupe.

## Note 4 • Écarts d'acquisition, actifs incorporels et corporels et actifs biologiques

### 4.1 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont évalués comme étant l'excédent entre :

- d'une part le total de :
  - la juste valeur de la contrepartie transférée,
  - le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
  - la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes ;
- et d'autre part la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, avec l'aide d'experts indépendants et reflète les meilleures estimations du management. Les intérêts ne conférant pas le contrôle peuvent être évalués soit à la quote-part de l'actif net identifiable de la société acquise, soit à la juste valeur.

Lors de transactions avec les intérêts ne conférant pas le contrôle, le Groupe comptabilise dans les capitaux propres part du Groupe, la différence entre le prix payé et la valeur comptable de la quote-part de minoritaires acquises ou cédées dans des sociétés contrôlées. Les frais d'acquisition que le Groupe encourt pour effectuer un regroupement d'entreprises tels que les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de juristes, de due diligences, et les autres honoraires professionnels ou de conseil sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Risques de pertes de valeur : conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. Note 4.2). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur la ligne « Dépréciation d'actifs et écarts d'acquisition ».

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette
Écarts d'acquisition	590 236	(550 636)	39 600	577 431	(537 614)	39 817

## RÉPARTITION DES ÉCARTS D'ACQUISITION PAR UNITÉS GÉNÉRATRICE DE TRÉSORERIE

	Vallourec do Brasil Tubes	Vallourec Eastern Hemisphere Tubes	Total
<b>Au 31/12/2021</b>	<b>36 057</b>	<b>1 492</b>	<b>37 549</b>
Effet des variations de change	4 019	101	4 120
Pertes de valeur sur l'exercice	-	-	-
Effet des variations de périmètre	(2 069)	-	(2 069)
<b>Au 31/12/2022</b>	<b>38 007</b>	<b>1 593</b>	<b>39 600</b>
Effet des variations de change	1 810	31	1 841
Pertes de valeur sur l'exercice	-	(3 677)	(3 677)
Effet des variations de périmètre	-	2 053	2 053
<b>AU 31/12/2023</b>	<b>39 817</b>	<b>-</b>	<b>39 817</b>

## 4.2 Tests de pertes de valeur

### Dépréciation d'actifs

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition ont été alloués aux unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Lorsqu'un actif au sein d'une UGT est arrêté ou mis en vente et ne contribue plus aux flux de trésorerie de l'UGT il est testé séparément.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre :

- sa valeur d'utilité, qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie prévisionnels qu'elle génère, sans tenir compte des investissements de capacité prévus et des gains de productivité attendus ;
- sa juste valeur diminuée des coûts de cession.

La base testée d'une UGT est composée des actifs nets d'exploitation non courants et courants.

Un test de dépréciation est effectué :

- au minimum une fois par an pour les UGT comprenant des actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire des écarts d'acquisition dans le cas du groupe Vallourec ;
- pour les autres UGT, en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur. Les indicateurs externes et internes de perte de valeur suivis sont principalement la réduction de la demande *Oil & Gas*, la réduction des perspectives d'investissement des acteurs *Oil & Gas* analysée par zones géographiques, la perte d'un contrat majeur, la non-utilisation ou destructions des actifs industriels, les restructurations d'activité.

Une valeur boursière du Groupe inférieure à l'actif net consolidé sur un cycle d'activité, des perspectives négatives liées à l'environnement économique, législatif, technologique, ou au secteur d'activité constituent des indices généraux de perte de valeur susceptibles d'entraîner des tests de dépréciation de l'ensemble des UGT du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est comptabilisée et présentée sur la ligne dépréciation d'actifs et d'écart d'acquisition en résultat d'exploitation. Lorsqu'une UGT contient un écart d'acquisition, la perte de valeur réduit en priorité l'écart d'acquisition, puis le cas échéant les autres immobilisations de l'UGT.

### UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

Le Groupe comprend principalement quatre UGT qui regroupent les actifs de plusieurs filiales intervenant dans le cycle de production des produits commercialisés par ces UGT et représentent 99 % de l'actif net du Groupe et la totalité des écarts d'acquisition :

- Vallourec Eastern Hemisphere Tubes : l'UGT regroupe une tuberie (Chine) et des lignes de finition (en France, au Moyen Orient et en Asie) ;
- Vallourec North America Tubes : l'UGT regroupe une aciérie et des tuberiers aux États-Unis ainsi que des lignes de finition (aux États-Unis et au Mexique) ;

- Vallourec South America Tubes : l'UGT regroupe au Brésil une aciérie, les tuberiers, ainsi que les lignes de finition qu'elles approvisionnent ;
- Vallourec do Brasil Mine & Forêts : l'UGT regroupe la mine de fer et les forêts d'eucalyptus utilisées pour l'alimentation en charbon de bois du haut-fourneau situé à Jeceaba dans l'État du Minas Gerais.

### INDICES DE PERTES DE VALEUR

Compte tenu de l'absence d'actifs non affectés restants, tels que l'écart d'acquisition, liés aux UGT décrites ci-dessus à l'exception de celles de Mine et Forêt et de South America Tubes, les indications de dépréciation sont évaluées au niveau des actifs individuels sous-jacents lorsque cela est nécessaire.

Par conséquent, au 31 décembre 2023, des tests de dépréciation ont été effectués sur des actifs individuels, en particulier les actifs de Vallourec Chine et les actifs industriels français.

## VALEUR RECOUVRABLE

Pour chaque UGT testée, la valeur recouvrable a été considérée comme égale à la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie prévisionnels actualisés qu'elle génère.

Pour les actifs isolés, la valeur recouvrable a été considérée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession ou la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie prévisionnels actualisés qu'elle génère.

Les prévisions retenues sont celles du plan stratégique à cinq ans qui s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques par marché, basées sur des sources externes (prévisions d'investissements E&P Oil & Gas par région, devises, matières premières, inflation...). Il est notamment tenu compte de plusieurs sources externes telles que AIE, IHS ou encore Wood Mackenzie qui permettent d'estimer les volumes d'investissements E&P Oil&Gas par régions. Sur la base de ces éléments, les régions, sous la coordination des départements centraux établissent leurs prévisions de ventes (volumes et prix). Les hypothèses du plan stratégique sont alignées sur les engagements de Vallourec liés au changement climatique.

Il convient de noter que la majeure partie de notre chiffre d'affaires est issue de la vente de tubes sans soudure et de connexions pour l'industrie pétrolière (tubing et casing pour les puits de pétrole et de gaz, pipelines, tubes de raffinage et pétrochimie...). Le comportement de nos clients peut différer en fonction de leur propre

business model et de la manière dont ils s'adaptent structurellement à l'évolution des prix (structure de coûts, politique de stocks, aversion au risque, portefeuille de projet, capacité de financement). L'expérience et la connaissance de nos équipes sont déterminantes dans l'élaboration de nos prévisions.

Toutes les informations prévisionnelles sont dérivées du budget et des prévisions à moyen terme approuvées par le Comité Exécutif du Groupe en décembre 2023.

Vallourec considère sur l'horizon du plan stratégique une évolution progressive des investissements pétroliers et des bénéfices des plans de compétitivité et des nouvelles routes industrielles lancés par le Groupe.

Au-delà du plan stratégique à cinq ans, une extrapolation des flux est réalisée sur trois ans, pour tenir compte des effets de cycle qui impactent les investissements pétroliers et donc l'activité de Vallourec. Le niveau normatif correspond à des niveaux d'investissements des opérateurs pétroliers cohérents avec les perspectives à long terme du marché O&G (déplétion des champs existants et hausse de la demande de pétrole et de gaz). Ils peuvent varier d'une année sur l'autre en fonction du contexte économique.

Une telle période permet en outre de faire converger progressivement les taux de croissance des chiffres d'affaires de la dernière année du plan stratégique vers le taux de croissance à l'infini.

## TAUX DE CROISSANCE À L'INFINI

L'hypothèse de croissance projetée des bénéfices à long terme (LTGR) pour chaque UGT a été construite pour les années au-delà de 2031 en tenant compte des perspectives :

- de croissance de ventes de tubes de pétrole et de gaz, laquelle est basée sur l'hypothèse de production Oil&Gas supposée par le scénario des engagements annoncés (APS) de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) publié en 2023. Le scénario APS, introduit en 2021, illustre dans quelle mesure les ambitions et les objectifs annoncés peuvent atteindre les objectifs fixés pour des réductions d'émissions nécessaires à l'atteinte « zéro émission nette » d'ici 2050 ;
- de croissance de ventes de tubes à destination des secteurs des énergies renouvelables tels que l'hydrogène, la géothermie et le captage, stockage et réutilisation de carbone ;

- d'inflation par région selon le Fonds Monétaire International (FMI).

Ainsi, les taux de croissance retenus s'élèvent à 1,7 % pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes et 1,6 % pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

Par ailleurs, les perspectives à long terme du marché O&G ont été prises en compte dans le taux de croissance.

Les UGT sont testées dans la principale devise constituant les flux futurs de trésorerie, à savoir :

- en EUR pour l'UGT Eastern Hemisphere Tubes ; et
- en BRL pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

## TAUX D'ACTUALISATION

Les taux d'actualisation des UGT correspondent à leur Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC).

Le coût des capitaux propres de chaque UGT a été estimé à l'aide du *Capital Asset Pricing Model* (CAPM) dont les principales composantes sont :

- le taux sans risque, fixé par référence au rendement actuel des obligations d'État à 10 ans ;
- une prime de risque systématique obtenue en multipliant la prime de risque du marché actions de l'UGT par un bêta calculé à partir des données de marché d'un échantillon de sociétés cotées exerçant des activités similaires ;
- une prime de risque pays.

Le coût de la dette après impôts de chaque UGT est calculé en majorant le taux sans risque d'un spread de crédit de marché.

Le *Gearing* (ou ratio d'endettement sur capitaux propres) du WACC de chaque UGT a été fixé en tenant compte du ratio d'endettement/capitalisation boursière observé des sociétés cotées composant l'échantillon retenu pour estimer le bêta approprié.

Le taux d'actualisation de chaque UGT est estimé en cohérence avec la principale devise dans laquelle les flux de trésorerie futurs sont générés.

La mise en œuvre de cette approche aboutit à des taux d'actualisation de 10,7 % pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes et 14 % pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

## RISQUES CLIMATIQUES

Vallourec confirme ses ambitions de réduction de l'empreinte carbone directe et indirecte à horizon 2025 en ligne avec l'Accord de Paris. Tandis que nos objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pour 2025 sont d'ores et déjà atteints, ceux pour 2030 et 2035 le seront grâce à un plan d'action qui repose notamment sur le transfert de la production de l'Allemagne vers le Brésil, des projets de réduction des émissions de méthane dans les fours de carbonisation au Brésil, et de l'augmentation de la part d'achat d'acier issus de la filière électrique en Chine. Le Groupe a tenu compte de ces éléments dans la préparation du plan stratégique.

Dans le cadre des enjeux liés au changement climatique et au développement durable, les tests de pertes de valeurs intègrent également la prise en compte des perspectives de croissance du

secteur *Oil & Gas*, telles qu'expliquées dans le paragraphe taux de croissance à l'infini.

Au-delà de ces éléments, le Groupe a identifié des risques climatiques physiques. Cette analyse couvre l'ensemble des sites de Vallourec, ses fournisseurs clés et les ports. Il intègre 28 risques climatiques (inondations, vagues de chaleur, stress hydrique, glissements de terrain, tempêtes, etc...) prévus par le scénario SSP5-8.5 d'ici 2030 et 2050, modélisant les événements locaux susceptibles de se produire sur une planète plus chaude de 4°C en moyenne. Les événements climatiques survenant constitueront un indice de perte de valeur pour les actifs concernés et le Groupe en tiendra compte dans la réalisation des tests de dépréciation et dans les durées de vie des actifs.

## RÉSULTATS DES TESTS DE DÉPRÉCIATIONS

Les tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2023 n'ont pas conduit à constater des pertes de valeur.

Pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes, les tests effectués sur les actifs ont résulté en une reprise nette de provisions précédemment

constituées pour un total de 153 millions d'euros, reflétant l'amélioration des perspectives pour les principales entités comprises dans cette UGT.

L'UGT présentant la sensibilité la plus forte aux hypothèses est l'UGT South America Tubes et les analyses de sensibilité sont présentées ci-après.

## TESTS DE SENSIBILITÉ

Les analyses de sensibilité présentées dans le tableau ci-dessous ont été calculées en faisant varier un paramètre unique.

### Analyse des UGTs

(en millions de BRL)

	<b>Vallourec South America Tubes</b>	
Actifs nets		
• Dont courants		2 474
• Dont non courants		3 636
Bases testées au 31/12/2023		6 110
<b>Valeur d'utilité de l'UGT</b>		<b>6 598</b>
<b>Perte de valeur</b>		<b>488</b>
Analyse des sensibilités des UGT (en millions de BRL)		
Sensibilité au taux d'actualisation	+ 0.5 pts	(210)
	- 0.5 pts	227
Sensibilité du RBE	+ 10 % par an	395
	- 10 % par an	(395)
Sensibilité au taux BRL / USD	+ 5 cts	(278)
	- 5 cts	278
Sensibilité sur le taux de croissance à l'infini	+ 0.5 pts	94
	- 0.5 pts	(86)

## 4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Elles comprennent essentiellement des brevets et marques qui sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées séparément de l'écart d'acquisition si leur juste valeur peut être évaluée lors de la phase d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation par l'entreprise lorsqu'elles ont une durée de vie finie.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations incorporelles	369 023	(332 203)	36 820	376 950	(334 912)	42 037

Les immobilisations incorporelles correspondent à la technologie, logiciels, brevets et licences, ainsi qu'aux savoir-faire et relations clients acquis notamment à l'occasion de regroupements d'entreprises.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie autres que les écarts d'acquisition.

## 4.4 Immobilisations corporelles

### Évaluation au coût net d'amortissement et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors d'un regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. À chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et le cas échéant, des provisions pour dépréciation déterminées selon IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

### Approche par composants

Les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale (fours, équipements industriels lourds...) sont identifiés par les services techniques, afin d'être amortis sur leur durée d'utilité propre.

Lors du remplacement du composant, la dépense (soit le coût du nouveau composant) est immobilisée à condition que des avantages économiques futurs soient toujours attendus de l'actif principal.

L'approche par composants est également appliquée aux dépenses de grandes révisions, planifiées et d'une périodicité supérieure à un an. Ces dépenses sont identifiées comme une composante du prix d'acquisition de l'immobilisation et amorties sur la période séparant deux révisions.

### Frais d'entretien et de réparation

Les frais d'entretien et de réparation récurrents ne répondant pas aux critères de l'approche par composants sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

### Immobilisations acquises dans le cadre d'une acquisition d'entreprises

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. Elles sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité résiduelle à la date d'acquisition.

### Droit d'utilisation

Les contrats de location, tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont comptabilisés au bilan, ce qui se traduit par la constatation :

- d'un actif qui correspond au droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat ;
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement.

Les contrats de location du Groupe concernent principalement des biens immobiliers et des matériels industriels servant à la fabrication et au transport de produits.

Le Groupe utilise les exemptions suivantes permises par la norme :

- exclusion des contrats de location de courte durée (durée inférieure à 12 mois) ;
- exclusion des contrats dont le bien sous-jacent est de faibles valeurs (valeur unitaire à neuf inférieures à 5 000 de dollars US) ;
- exclusion des contrats de location d'actif incorporel.

### Évaluation du droit d'utilisation des actifs

À la date de prise d'effet d'un contrat de location, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- le cas échéant, les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat et l'estimation des coûts de remise en état.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la durée du contrat de location.

### Amortissements

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après. Les terrains ne sont pas amortis.

**Principales catégories d'immobilisations**
**Durée d'utilité**
**CONSTRUCTIONS**

Bâtiments	30-40
Agencements et aménagements	10

**INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE**

Installations industrielles	20-25
Autres (automates...)	5-10

**AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Matériel de transport et mobilier de bureau	5-10
Matériel informatique	3

Les dotations aux amortissements des nouveaux sites industriels en phase de démarrage sont calculées compte tenu de la méthode des unités de production pour les actifs directement utilisés dans le processus de production et de la méthode de l'amortissement linéaire pour l'amortissement des autres actifs.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains	125 039	(49 041)	75 998	107 711	(45 924)	61 787
Constructions	881 643	(604 842)	276 801	798 748	(442 791)	355 957
Installations techniques, matériels et outillages industriels	4 037 566	(2 838 840)	1 198 726	3 812 284	(2 635 553)	1 176 731
Immobilisations corporelles en cours	155 984	(2 715)	153 269	282 614	(4 684)	277 930
Autres immobilisations corporelles	326 234	(202 257)	123 977	317 850	(209 810)	108 040
<b>TOTAL</b>	<b>5 526 466</b>	<b>(3 697 695)</b>	<b>1 828 771</b>	<b>5 319 207</b>	<b>(3 338 762)</b>	<b>1 980 445</b>

Immobilisations corporelles (hors droits d'utilisation)	Amortissements et pertes de valeur		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Au 31/12/2021</b>	<b>5 074 476</b>	<b>(3 357 540)</b>	<b>1 716 936</b>
Acquisitions	190 323	-	190 323
Cessions	(190 626)	144 130	(46 496)
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-	(192 042)	(192 042)
Pertes de valeur	-	(35 135)	(35 135)
Effet des variations de change	237 458	(112 628)	124 830
Reclassement et autres variations	(76 396)	75 447	(949)
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	157 947	(138 021)	19 926
<b>Au 31/12/2022</b>	<b>5 393 182</b>	<b>(3 615 789)</b>	<b>1 777 393</b>
Acquisitions	215 966	-	215 966
Cessions	(368 025)	344 736	(23 289)
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-	(165 274)	(165 274)
Pertes de valeur	-	148 238	148 238
Effet des variations de change	(43 008)	46 214	3 206
Reclassement et autres variations	9 255	(30 407)	(21 152)
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-
<b>AU 31/12/2023</b>	<b>5 207 370</b>	<b>(3 272 282)</b>	<b>1 935 088</b>

## DROITS D'UTILISATION

	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette
<b>Au 31/12/2021</b>	<b>112 857</b>	<b>(77 058)</b>	<b>35 799</b>
Acquisitions	37 883	-	37 883
Cessions	(19 589)	12 984	(6 606)
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-	(15 060)	(15 060)
Pertes de valeur	-	(1 037)	(1 037)
Effet des variations de change	3 904	(2 690)	1 214
Autres	(2 672)	1 856	(815)
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	900	(900)	-
<b>Au 31/12/2022</b>	<b>133 283</b>	<b>(81 905)</b>	<b>51 378</b>
Acquisitions	13 515	-	13 515
Cessions	(37 855)	37 209	(646)
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-	(19 910)	(19 910)
Pertes de valeur	-	808	808
Effet des variations de change	(180)	283	103
Autres	3 074	(2 965)	109
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-
<b>AU 31/12/2023</b>	<b>111 837</b>	<b>(66 480)</b>	<b>45 357</b>

### 4.5 Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques au Brésil constitués de forêts d'eucalyptus exploitées pour les besoins internes en coke. Ces derniers sont évalués selon les principes définis par la norme IAS 41 « Agriculture ». La présence d'un marché actif au Brésil conduit le Groupe à évaluer ces actifs à leur juste valeur, diminuée des coûts de cession, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque date de clôture.

	31/12/2022	31/12/2023
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>37 733</b>	<b>62 501</b>
Investissements	8 525	10 557
Évaluation à la juste valeur	32 963	19 606
Dotations nettes aux amortissements de la période	(4 969)	(6 983)
Pertes de valeur	-	(517)
Reclassement vers stocks	(9 748)	(8 546)
Effet des variations de change	3 748	3 255
Autres variations	(5 751)	(10 169)
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-
<b>À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>62 501</b>	<b>69 704</b>

Au 31 décembre 2023, le Groupe exploitait environ 99 886 hectares d'eucalyptus sur une surface totale de 211 665 hectares.

## 4.6 Réconciliation des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations du tableau de flux

	2022		2023	
	Incorporels et corporels	Biologiques	Incorporels et corporels	Biologiques
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 016	-	483	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	190 323	8 525	215 966	10 557
<b>Total des investissements industriels</b>	<b>191 339</b>	<b>8 525</b>	<b>216 448</b>	<b>10 557</b>
Variation des dettes sur immobilisations et des apports des partenaires	(9 188)	-	(14 419)	-
<b>TOTAL</b>	<b>182 151</b>	<b>8 525</b>	<b>202 029</b>	<b>10 557</b>
Tableau de trésorerie : investissements décaissés au cours de l'année s'élèvent à :		190 676		212 586

## 4.7 Engagements hors bilan opérationnels

Les engagements hors bilan reçus s'élèvent à 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 8 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ils correspondent principalement à des commandes d'immobilisations...

### ENGAGEMENTS DONNÉS PAR ÉCHÉANCE

	31/12/2022	31/12/2023	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	473	676	676	-	-
Autres engagements	223 855	74 449	47 331	7 566	19 552
<b>TOTAL</b>	<b>224 328</b>	<b>75 125</b>	<b>48 007</b>	<b>7 566</b>	<b>19 552</b>

## Note 5 • Titres mis en équivalence

### Définition

Les entreprises associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Les participations du Groupe dans des co-entreprises et entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

### Mise en équivalence

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée soit initialement comptabilisée au coût, puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une co-entreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en goodwill. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts dans les résultats nets des entreprises associées sont intégrées au sein du résultat net des activités poursuivies, que leurs activités s'inscrivent ou non dans le prolongement des activités du Groupe.

### Test de dépréciation

En cas d'indice de perte de valeur, la valeur comptable totale de la participation (y compris goodwill) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs.

### Perte de l'influence notable ou du contrôle conjoint

Dès lors que la participation ne constitue plus une entreprise associée, la méthode de la mise en équivalence n'est plus appliquée. Si le Groupe conserve un intérêt résiduel dans l'entité et que cet intérêt constitue un actif financier, cet actif financier est évalué à la juste valeur à la date où la participation cesse d'être une entreprise associée ou une co-entreprise.



## Prise de contrôle d'une activité conjointe ou d'une mise en équivalence

Conformément à la norme IFRS 3, les participations antérieurement détenues sont réévaluées à leur juste valeur conduisant à un résultat de cession (« Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents ») et les actifs acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de prise de contrôle.

Les principales sociétés mises en équivalence (valeur comptable individuelle supérieure à 20 millions d'euros) sont listées ci-dessous.

	HKM	Autres	Total entreprises associées	Total co-entreprises	Total
Activité	Acierie				
Lieu d'implantation	Allemagne				
<b>Au 31/12/2022</b>	<b>-</b>	<b>15 969</b>	<b>15 969</b>	<b>-</b>	<b>15 969</b>
Résultat sur l'exercice	-	71	71	-	71
Dividendes versés	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	-	(561)	(561)	-	(561)
Reclassement et autres variations	-	257	257	-	257
<b>AU 31/12/2023</b>	<b>-</b>	<b>15 736</b>	<b>15 736</b>	<b>-</b>	<b>15 736</b>

Hüttenwerke Krupp Mannesmann (HKM) est une entreprise associée qui produit des ronds d'acier exclusivement destinés à ses actionnaires. HKM livre principalement les tuberiers européennes et est intégré à l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes. L'évaluation de sa valeur d'utilité a été déterminée sur les mêmes bases que celles retenues pour réaliser le test de pertes de valeur (IAS 36) de l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes.

En 2021, les perspectives d'activité ne permettant pas d'absorber les volumes revenant à Vallourec, cette dernière a décidé de procéder à la résiliation des accords de coopération et d'approvisionnement, qui prendra effet le 31 décembre 2028 au terme du préavis contractuellement fixé à sept ans (voir note 2.6).

### 5.1 Données relatives aux entreprises associées

Les informations financières (à 100 %) résumées de la société HKM sont présentées ci-dessous.

HKM	31/12/2022	31/12/2023
Actifs non courants	560 005	504 608
Actifs courants	748 675	673 659
Passifs non courants	445 714	411 093
Passifs courants	459 545	363 754
<b>Actif net</b>	<b>403 421</b>	<b>403 420</b>
Ventes	3 786 868	3 276 210
Résultat d'exploitation	1 385	(1 409)
Total résultat global	14	15

La réconciliation des informations financières résumées de l'entreprise associée HKM avec la valeur comptable des intérêts du Groupe dans cette entreprise associée s'établit de la manière suivante :

HKM	31/12/2022	31/12/2023
Actif net	403 421	403 420
Pourcentage de détention du Groupe dans HKM	20 %	20 %
Valeur des titres mises en équivalences	-	-
Résultat HKM	14	15
Pourcentage de détention du Groupe dans HKM	20 %	20 %
Quote-part de résultat net	3	3

Le Groupe détient également des intérêts dans d'autres entreprises associées (qui, considérées individuellement, ne sont pas significatives) pour une valeur comptable globale de 16 millions d'euros au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.

## 5.2 Opérations réalisées avec les parties liées

	Entreprises associées HKM
Ventes aux parties liées	3 297
Achats auprès des parties liées	298 887
Créances sur les parties liées	-
Dettes envers les parties liées	11 477

Les achats concernent principalement des barres d'acier pour les opérations propres de Vallourec et des brames achetées auprès de HKM et revendues à des tiers dans le cadre de l'engagement de Vallourec à travers le contrat d'accord de fourniture (voir note 2.6 Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents.)

## 5.3 Rémunération des organes de direction et de surveillance

Le montant global des rémunérations aux membres du Comité Exécutif dans sa composition au 31 décembre 2023 ainsi que les engagements de retraite à la clôture s'établissent comme suit :

	2022	2023
Rémunérations et avantages en nature	11 533	6 816
Paiements fondés sur des actions <sup>(a)</sup>	30 318	16 534
Engagement de départ en retraite	524	525
Engagement de retraite complémentaire	2 398	1 003

(a) Information fournie à partir des Plans 2020 d'option de souscription d'actions et d'actions de performance, et du Management Equity plans de 2022 et 2023.

Concernant les engagements de retraite accordés aux dirigeants, il n'existe pas de régime spécifique ; les dirigeants bénéficient du régime de retraite complémentaire du groupe Vallourec (régime à prestations définies instauré en 2005 et fermé au 31 décembre 2015), ainsi que des régimes type articles 82 et 83 mis en place au 1<sup>er</sup> avril 2016, ces régimes n'entraînant pas d'engagements.

Il n'y avait au 31 décembre 2023 ni prêt ni caution accordée aux dirigeants par la société mère Vallourec et ses filiales contrôlées.

Le montant des jetons de présence et autres rémunérations perçus par les membres s'élève à 0,7 million d'euros en 2023, contre 0,8 million d'euros en 2022.

## Note 6 • Capitaux propres, paiement en action et résultat par action

### 6.1 Capitaux propres – part du Groupe

#### CAPITAL

Le capital de Vallourec est composé de 237 271 828 actions au nominal de 0,02 euro entièrement libéré contre 231 777 627 actions au 31 décembre 2022. Dans le cadre d'attribution d'actions gratuites du *Management Equity Plan* et du plan Vallourec Invest 2023, le Groupe a procédé à une émission de 5 494 201 actions nouvelles.

Les variations du capital de la Société au cours de l'exercice s'analysent comme suit :

<i>(en euros, sauf le nombre d'actions en unités)</i>	Nombre d'actions	Valeur nominal	Capital social en euros
Capital social au 31 décembre 2022	231 777 627	0,02	4 635 553
Augmentation de capital sans DPS par émission d'actions nouvelles	5 494 201	0,02	109 884
<b>CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>237 271 828</b>	<b>0,02</b>	<b>4 745 437</b>

Le cours de l'action Vallourec au 31 décembre 2023 s'élève à 14,02 euros/action.

## RÉSERVES, INSTRUMENTS FINANCIERS

Ces réserves de variation de juste valeur des instruments de couverture (nettes d'impôt) sont alimentées principalement par deux types d'opérations :

- les opérations de couverture de change efficaces affectées au carnet de commandes et aux offres commerciales. Les variations des effets de change constatées à la clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres ;
- les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt (à taux fixe) ont été contractés. Ils font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres.

## RÉSERVES DE CONVERSION

Les réserves de conversion résultent de la conversion des capitaux propres des filiales hors zone euro. Leur variation correspond aux changements de taux des devises sur l'évaluation des capitaux propres et du résultat de ces sociétés. Ces réserves ne sont reprises en résultat qu'en cas de cession partielle ou totale et perte de contrôle de l'entité étrangère.

	USD	GBP	BRL	CNY	Autres	Total
<b>Au 31/12/2021</b>	<b>291 136</b>	<b>(11 747)</b>	<b>(1 259 048)</b>	<b>29 801</b>	<b>(28 791)</b>	<b>(978 649)</b>
Variation	95 716	(1 191)	126 768	(4 348)	10 349	227 294
<b>Au 31/12/2022</b>	<b>386 852</b>	<b>(12 938)</b>	<b>(1 132 280)</b>	<b>25 453</b>	<b>(18 442)</b>	<b>(751 355)</b>
Variation	(51 220)	219	62 312	(11 683)	(4 345)	(4 717)
<b>AU 31/12/2023</b>	<b>335 632</b>	<b>(12 719)</b>	<b>(1 069 968)</b>	<b>13 770</b>	<b>(22 787)</b>	<b>(756 072)</b>

## 6.2 Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont essentiellement composés par les minoritaires de Vallourec Tubos para Industria Ltda (Incotep) et par les minoritaires en Arabie Saoudite (Al Qhatani).

## 6.3 Paiements en actions (options et actions de performance)

La norme IFRS 2 « Paiements en actions » requiert l'évaluation et la comptabilisation des avantages résultant des plans d'options et d'attributions d'actions de performance qui équivalent à une rémunération des bénéficiaires : ils sont comptabilisés en charges de personnel et étalés sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale de l'option. Le nombre d'options pris en compte pour valoriser le plan est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence des bénéficiaires à la fin de la période d'indisponibilité des droits.

Certains dirigeants et salariés bénéficient de plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, leur conférant le droit d'acheter une action existante ou de souscrire à une augmentation de capital à un prix convenu.

Les options sont évaluées à la date d'octroi, selon le modèle binomial.

Certains dirigeants et salariés bénéficient de plans d'attributions d'actions dans lesquels les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de performance (pourcentage du résultat brut d'exploitation consolidé). Ces plans sont évalués selon un modèle de type binomial de projection de cours.

Vallourec propose à ses salariés de participer à des plans d'actionnariat réservés. Ces plans sont évalués selon un modèle de type binomial de projection de cours.

L'impact dans le compte de résultat des plans d'actionnariat salariés est présenté à la Note 2.3.

## Plans de souscription d'actions

### CARACTÉRISTIQUES DES PLANS

Le Directoire de Vallourec a consenti des plans de souscription d'actions de 2010 à 2022 au profit de certains dirigeants, mandataires sociaux et salariés du groupe Vallourec.

À noter que les caractéristiques des plans de 2011 à 2020 ont été recalculées pour tenir compte de la décision du Président du Directoire du 30 juin 2021 visant à ajuster le nombre et les prix d'exercice des actions avec pour objectif d'assurer la préservation des droits des porteurs suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2021 (application d'un facteur d'ajustement de 1,89929156 sur le nombre d'options attribuées et sur le prix d'exercice).

Les caractéristiques des plans sont les suivantes :

	Plan 2015	Plan 2016	Plan 2017	Plan 2018
Date d'attribution	15/04/2015	18/05/2016	18/05/2017	15/06/2018
Date de maturité	15/04/2019	18/05/2020	18/05/2021	15/06/2022
Date d'expiration	15/04/2023	18/05/2024	18/05/2025	15/06/2026
Prix d'exercice en euros	488,14	140,29	216,55	197,84
Nombre d'options attribuées	17 656	15 216	8 135	9 851

	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021	Plan 2022
Date d'attribution	17/06/2019	15/06/2020	13/10/2021	04/06/2022
Date de maturité	17/06/2023	15/06/2024	13/10/2025	04/06/2026
Date d'expiration	17/06/2027	15/06/2030	13/10/2031	04/06/2032
Prix d'exercice en euros	79,14	33,60	7,26	12,65
Nombre d'options attribuées	9 851	89 462	123 518	58 425

### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'OPTIONS EN COURS DE VALIDITÉ

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options en cours de validité est la suivante :

En nombre d'options	2022	2023
<b>Options en circulation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>254 288</b>	<b>295 174</b>
Options exercées	-	-
Options devenues caduques	(8 776)	(6 328)
Options radiées	(8 763)	(79 251)
Options distribuées sur l'exercice	58 425	-
<b>OPTIONS EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>295 174</b>	<b>209 595</b>
Dont options pouvant être exercées	18 745	12 440

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'options avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Au 31 décembre 2023, le prix d'exercice moyen des actions est de 27,71 euros.

### VALORISATION DES PLANS

	Plan 2022
Prix de l'action à la date d'attribution	12,88 €
Volatilité <sup>(b)</sup>	40 %
Taux sans risque <sup>(c)</sup>	1,42 %
Prix d'exercice	12,65 €
Taux de dividendes <sup>(d)</sup>	3,00 %
Juste valeur de l'option <sup>(e)</sup>	4,67 €

(a) Pour évaluer la juste valeur des options accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondant à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque correspond au taux zéro-coupon (source : Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes et de la politique de dividendes du Groupe.

(e) La juste valeur pour le Directoire et l'Operational Committee est de 4,67 euros pour le plan 2022.

## Plans d'attribution d'actions de performance

### CARACTÉRISTIQUES DES PLANS

Le Directoire de Vallourec a consenti des plans d'attribution d'actions de performance de 2017 à 2023 au profit de certains salariés et mandataires sociaux du groupe Vallourec.

À noter que les caractéristiques des plans de 2017 à 2020 ont été recalculées pour tenir compte de la décision du Président du

Directoire du 30 juin 2021 visant à ajuster le nombre et les prix d'exercice des actions avec pour objectif d'assurer la préservation des droits des porteurs suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2021 (application d'un facteur d'ajustement de 1,89929156 sur le nombre d'actions attribuées) :

Les caractéristiques des plans sont les suivantes :

Plans d'attribution d'actions de performance	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021	Plan 2022	Plan 2023
Date d'attribution	17/06/2019	15/06/2020	13/10/2021	04/06/2022	17/11/2023
Durée d'acquisition	3 ans (résidents français) ou 4 ans (résidents non français)	3 ans	3 ans	3 ans	2 ans
Durée de conservation	2 ans (résidents français) ou néant (résidents non français)	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Oui <sup>(a)</sup>	Oui <sup>(b)</sup>	Oui uniquement pour les cadres de grade supérieur à 20 <sup>(c)</sup>	Oui uniquement pour les cadres de grade supérieur à 20 <sup>(d)</sup>	Oui <sup>(e)</sup>
Nombre théorique d'actions attribuées	39 595	64 747	289 396	231 410	371 950

(a) Pour l'ensemble des bénéficiaires (hors membres du Directoire et Comité Exécutif), elle sera fonction de la réduction des coûts des années 2019, 2020 et 2021 comparée à la performance envisagée dans le plan moyen terme du Groupe sur la même période et le free cash flow (FCF) cumulé du Groupe pour les exercices 2019, 2020 et 2021. Elle se fait par application d'un coefficient de performance, calculé pour les trois années concernées, au nombre théorique d'actions attribuées, ce dernier pouvant varier de 0 à 2. Pour les membres du Directoire et du Comité Exécutif, l'attribution définitive sera fonction des deux critères suivants : la réduction des coûts des années 2019, 2020 et 2021 comparée à la performance envisagée dans le plan moyen terme du Groupe sur la même période et la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2019 et 2021 par rapport à un panel de sociétés comparables. Elle se fait par application d'un coefficient de performance, calculé sur les deux années concernées, au nombre théorique d'actions attribuées, ce dernier pouvant varier de 0 à 2.

(b) Pour l'ensemble des bénéficiaires, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2020, 2021 et 2022 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2020 et 2022 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2020 et 2022 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex SA, Tenaris SA, Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos SA, TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal SA, TMK et NOV.

(c) Les droits conditionnels à recevoir les actions de performance attribuées aux cadres de grade inférieur ou égal à 20 ne sont soumis à aucune condition de performance. Pour les bénéficiaires de grade 21 ou supérieur, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2021, 2022 et 2023 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2021 et 2023 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2021 et 2023 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex SA, Tenaris SA, Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos SA, TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal SA, TMK et NOV.

(d) Les droits conditionnels à recevoir les actions de performance attribuées aux cadres de grade inférieur ou égal à 20 ne sont soumis à aucune condition de performance. Pour les bénéficiaires de grade 21 ou supérieur, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2022, 2023 et 2024 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2022 et 2024 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2022 et 2024 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex SA, Tenaris SA, Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos SA, TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal SA, TMK et NOV.

(e) Les conditions de rendement sont les suivantes :

- 50 % des actions sont uniquement assujetties à une condition de présence. Le nombre d'actions de performance touchées par cette condition est de 185 975 ;
- 25 %, le cours moyen journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 16,19 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 93 030 ;
- 25 %, le cours moyen journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 20,22 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 92 945.

## ÉVOLUTION DU NOMBRE D' ACTIONS

Pour l'ensemble des plans, l'évolution du nombre d'actions en cours d'acquisition est la suivante :

En nombre d'actions	2022	2023
<b>Nombre d'actions en cours d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>398 664</b>	<b>578 087</b>
Actions livrées sur l'année	(38 739)	(41 215)
Superformance	9 447	-
Actions annulées	(22 695)	(69 800)
Actions attribuées sur l'année	231 410	371 950
<b>NOMBRE D' ACTIONS EN COURS D' ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>578 087</b>	<b>839 022</b>

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'actions avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Valorisation des plans <sup>(a)</sup>	Plan 2022	Plan 2023
Prix de l'action à la date d'attribution	12,88 €	13,18 €
Taux sans risque <sup>(b)</sup>	0,62 %	3,15 %
Taux de dividendes <sup>(c)</sup>	3 %	0 % en 2024 et 9,00 % en 2025
Juste valeur de l'action	11,76 €	Condition de présence uniquement : 11,98 € Condition de cours 16,19 € : 7,56 € Condition de cours 20,22 € : 4,87 €
<b>NOMBRE D' ACTIONS ATTRIBUÉES</b>	<b>231 410</b>	<b>371 950</b>

(a) Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, tenant compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant la période d'acquisition et du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant la période de conservation.

(b) Le taux sans risque correspond au taux zéro-coupon (source : Institut des Actuaire).

(c) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

## Management Equity Plans

Au cours de l'exercice 2023, le groupe Vallourec a attribué de nouveaux Plans d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

### PLAN MEP DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2023

Le plan « MEP » du 1<sup>er</sup> février 2023 attribue 199 584 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 3 tranches.

#### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4
Prix de l'action à la date d'attribution	13,48 €	13,48 €	13,48 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,35 an 70 % : 3,41 ans	30 % : 1,69 an 70 % : 3,41 ans	30 % : 2,10 ans 70 % : 3,41 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	3,41 ans	3,41 ans	3,41 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	49,60 %	49,60 %	49,60 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	2,82 %	2,82 %	2,82 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	8,93 €	7,09 €	4,52 €
Nombre d'actions attribuées	94 721	94 718	10 145

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 3,41 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (or retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 3,41 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2, 3 et 4, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros, 20,22 euros et 28,32 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 1,35 an, 1,69 an et 2,10 ans.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaires).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

(f) Suite à la modification des conditions de performance, votée en Assemblée Générale le 25 mai 2023, la juste valeur des tranches 2, 3 et 4 a été revue à la hausse pour une valeur complémentaire respectivement de 1,17 euro, 1,03 euro et 0,78 euro.

## PLAN MEP DU 10 MARS 2023

Le plan « MEP » du 10 mars 2023 attribue 327 562 actions de préférences gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 3 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4
Prix de l'action à la date d'attribution	13,60 €	13,60 €	13,60 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,33 an 70 % : 3,31 ans	30 % : 1,67 an 70 % : 3,31 ans	30 % : 2,01 ans 70 % : 3,31 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	3,31 ans	3,31 ans	3,31 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	49,90 %	49,90 %	49,90 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,07 %	3,07 %	3,07 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	9,01 €	7,25 €	4,42 €
Nombre d'actions attribuées	149 531	149 531	28 500

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 3,31 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (hors retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 3,31 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2, 3 et 4, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros, 20,22 euros et 28,32 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 1,33 an, 1,67 an et 2,01 ans.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaires).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

(f) Suite à la modification des conditions de performance, votée en Assemblée Générale le 25 mai 2023, la juste valeur des tranches 2, 3 et 4 a été revue à la hausse pour une valeur complémentaire respectivement de 1,17 euro, 1,03 euro et 0,78 euro.

## PLAN MEP DU 13 MARS 2023

Le plan « MEP » du 13 mars 2023 attribue 17 605 actions de préférences gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	13,47 €	13,47 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,32 an 70 % : 3,30 ans	30 % : 1,64 an 70 % : 3,30 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	3,30 ans	3,30 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	49,90 %	49,90 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,07 %	3,07 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	3,00 %	3,00 %
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	8,73 €	6,95 €
Nombre d'actions attribuées	8 803	8 802

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 3,30 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (hors retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 3,30 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2 et 3, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros et 20,22 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 1,32 an et 1,64 an.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaires).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

(f) Suite à la modification des conditions de performance, votée en Assemblée Générale le 25 mai 2023, la juste valeur des tranches 2, 3 et 4 a été revue à la hausse pour une valeur complémentaire respectivement de 1,17 euro, 1,03 euro et 0,78 euro.



## PLAN MEP DU 23 MARS 2023

Le plan « MEP » du 23 mars 2023 attribue 37 037 actions de préférences gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	11,49 €	11,49 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,58 an 70 % : 3,27 ans	30 % : 1,83 an 70 % : 3,27 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	3,27 ans	3,27 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	50,30 %	50,30 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,07 %	3,07 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	3,00 %	3,00 %
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	6,26 €	4,69 €
Nombre d'actions attribuées	18 519	18 518

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 3,27 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (hors retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 3,27 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2 et 3, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros et 20,22 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 1,58 an et 1,83 an.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaire).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

(f) Suite à la modification des conditions de performance, votée en Assemblée Générale le 25 mai 2023, la juste valeur des tranches 2, 3 et 4 a été revue à la hausse pour une valeur complémentaire respectivement de 1,17 euro, 1,03 euro et 0,78 euro.

## PLAN MEP DU 21 JUIN 2023

Le plan « MEP » du 21 juin 2023 attribue 108 526 actions de préférences gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	10,04 €	10,04 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,44 an 70 % : 3,03 ans	30 % : 1,72 an 70 % : 3,03 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	3,03 ans	3,03 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	48,00 %	48,00 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	2,81 %	2,81 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	3,00 %	3,00 %
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	5,26 €	3,86 €
Nombre d'actions attribuées	54 263	54 263

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 3,03 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (hors retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 3,03 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2 et 3, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros et 20,22 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 1,44 an et 1,72 an.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaire).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

## PLAN MEP DU 27 JUILLET 2023

Le plan « MEP » du 27 juillet 2023 attribue 1 250 000 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 3 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions ordinaires sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	11,89 €	11,89 €	11,89 €
Date d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % 27/07/2024 70 % 27/07/2028	30 % 27/07/2025 70 % 27/07/2028	30 % 27/07/2026 70 % 27/07/2028
Durée de conservation	5 ans	5 ans	5 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	38 %	43 %	47 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,60 %	3,24 %	3,07 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	0 % en 2024 et 9 % en 2025 et 2026	0 % en 2024 et 9 % en 2025 et 2026	0 % en 2024 et 9 % en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action	10,77 €	8,78 €	7,65 €
Nombre d'actions attribuées	250 200	375 308	625 502

(a) La condition d'acquisition « juridique » se situe entre 1 et 5 ans selon la tranche. Or, à l'issue de cette période, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (or retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition juridique et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à cinq années.

(b) Chaque tranche ne sera acquise que si à la date d'acquisition le cours de bourse de l'action Vallourec est supérieur à 8,09 euros.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe zéro coupon du CNO).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2
Prix de l'action à la date d'attribution	11,89 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 1,09 an 70 % : 2,93 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	2,93 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	47,00 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,07 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	0 % en 2024 9 % en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	7,88 €
Nombre d'actions attribuées	1 250 000

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 2,93 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (or retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 2,93 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2 seront convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action VALLOUREC pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition de 1,09 an.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuaire).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

## PLAN MEP DU 14 DÉCEMBRE 2023

Le plan « MEP » du 14 décembre 2023 attribue 64 989 actions de préférences gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 tranches.

### Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	12,80 €	12,80 €
Durée d'acquisition <sup>(a)</sup>	30 % : 0,93 an 70 % : 2,54 ans	30 % : 1,26 an 70 % : 2,54 ans
Durée de conservation <sup>(a)</sup>	2,54 ans	2,54 ans
Conditions de performance <sup>(b)</sup>	Oui	Oui
Volatilité <sup>(c)</sup>	41,30 %	41,30 %
Taux sans risque <sup>(d)</sup>	3,05 %	3,05 %
Taux de dividendes <sup>(e)</sup>	0 % en 2024 9 % en 2025 et 2026	0 % en 2024 9 % en 2025 et 2027
Juste valeur de l'action <sup>(f)</sup>	8,20 €	5,64 €
Nombre d'actions attribuées	32 494	32 495

(a) La durée d'acquisition « juridique » est d'un an quelle que soit la tranche. Or, à l'issue d'une période de 2,54 ans, si l'investisseur Apollo détient toujours un minimum de 5 % du capital, les actions ne sont pas cessibles. Tant que les actions ne sont pas cessibles, en cas de départ (hors retraite, décès et invalidité), les actions ne sont rachetées aux bénéficiaires qu'à hauteur de 30 % maximum de leur valeur de marché. Par conséquent au regard d'IFRS 2, les bénéficiaires acquièrent (« vestent ») 30 % de leurs droits à l'issue de la période d'acquisition moyenne (voir les conditions de performance) et 70 % au terme de la période d'incessibilité estimée à 2,54 années.

(b) Les actions de performance des tranches 2 et 3, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros et 20,22 euros sur 90 jours sur une période de cinq ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 0,93 an et 1,26 an.

(c) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(d) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuariers).

(e) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

## ÉVOLUTION DU NOMBRE D' ACTIONS

L'évolution du nombre d'actions en cours d'acquisition sur le plan « Management Equity Plan » 2023 est la suivante :

En nombre d'actions	Actions ordinaires	Actions de performance
<b>Nombre d'actions en cours d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>985 488</b>	<b>5 370 798</b>
Actions livrées sur l'année	(157 970)	(4 912 384)
Actions annulées	(769 766)	(543 106)
Actions attribuées sur l'année	1 251 010	2 005 303
<b>NOMBRE D' ACTIONS EN COURS D' ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>1 308 762</b>	<b>1 920 611</b>

## Vallourec Invest 2023

En octobre 2023, Vallourec a lancé Vallourec Invest 2023, une augmentation de capital réservée aux salariés, conformément à la décision prise le 27 juillet 2023 par le Conseil d'administration en application des treizième et quatorzième résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 25 mai 2023.

L'augmentation de capital réservée aux salariés a pour objectif d'associer les salariés du Groupe à la création de valeur et de développer l'actionnariat salarié en reconnaissance des progrès accomplis jusqu'à présent et de renforcer leur participation à la construction du plan New Vallourec en tant qu'actionnaires directs ou indirects.

Le nombre total d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'Offre est plafonné à 0,75 % du capital social de la Société au 27 juillet 2023, jour de la décision du Conseil d'Administration autorisant la mise en œuvre de l'Offre, soit 1 774 642 actions.

Ce programme d'investissement s'est traduit par la création de 490 101 actions nouvelles (soit 0,21 % du capital de Vallourec) et porte à 237 271 828 le nombre d'actions composant le capital au 13 décembre 2023.

## 6.4 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en tenant compte de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires (options, actions de performance) et selon la méthode du « rachat d'actions » définie dans IAS 33 « Résultat par action ».

Sont présentés, ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

	2022	2023
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le résultat de base par action</b>	<b>(366 383)</b>	<b>495 910</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	229 552 910	229 293 252
Nombre moyen pondéré d'actions propres pour le résultat de base par action	(166 796)	(126 694)
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	229 386 114	229 166 558
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (EN EUROS)</b>	<b>(1,6)</b>	<b>2,2</b>
Effet de la dilution – bons de souscription d'actions	-	8 469 893
Effet de la dilution – options d'achat, de souscription d'actions et actions de performance	-	2 109 064
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	229 386 114	239 745 515
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>(1,6)</b>	<b>2,1</b>
<b>Dividendes versés au cours de l'exercice</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
au titre de l'exercice précédent (en euros)	-	-
au titre d'acompte sur l'exercice en cours (en euros)	-	-

## Note 7 • Financement et instruments financiers

### 7.1 Endettement financier net

Les « emprunts et dettes financières » comprennent les emprunts bancaires portant intérêts, les emprunts obligataires et les obligations convertibles et/ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE).

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction associés dès lors qu'ils sont directement rattachables. De tels coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont constatés dans le résultat financier de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

À chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture (cf. ci-après), les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités en compte courant bancaire et des valeurs mobilières de placement (parts d'OPCVM, Sicav, FCP de trésorerie à court terme) disponibles immédiatement (non nanties), non risquées et de volatilité négligeable.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Emprunts obligataires	1 135 486	1 135 486	-	1 105 354	1 105 354	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	233 016	230 257	2 759	242 582	241 394	1 188
Autres emprunts et dettes assimilées	308 004	1 451	306 553	120 660	1 383	119 277
Concours bancaires courants	4 815	-	4 815	1 732	-	1 732
<b>Total emprunts et dettes financières courant et non courant</b>	<b>1 681 321</b>	<b>1 367 194</b>	<b>314 127</b>	<b>1 470 328</b>	<b>1 348 131</b>	<b>122 197</b>
Valeurs mobilières de placement	299 822	-	299 822	718 423	-	718 423
Disponibilités	251 782	-	251 782	181 525	-	181 525
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>551 603</b>	<b>-</b>	<b>551 603</b>	<b>899 947</b>	<b>-</b>	<b>899 947</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>1 129 718</b>	<b>1 367 194</b>	<b>(237 476)</b>	<b>570 381</b>	<b>1 348 131</b>	<b>(777 750)</b>

### 7.1.1 EMPRUNT OBLIGATAIRE

<i>(en millions d'euros)</i>	Montant nominal	Échéance	Taux facial	Taux effectif	Montant dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2023
Emprunt obligataire – Juin 2021 <sup>(a)</sup>	1 023	Juin 2026	8,500 %	5,00 %	1 105
<b>TOTAL</b>	<b>1 023</b>				<b>1 105</b>

(a) Emprunt comportant une option de rachat à la main de l'emprunteur à partir du 30 juin 2023.

L'emprunt obligataire a été émis à la date de restructuration financière par voie de compensation à due concurrence avec les créances résiduelles restructurées. À titre indicatif, la juste valeur (« mark to market ») de cet emprunt obligataire est de 1 036 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Il comporte notamment une clause de changement de contrôle susceptible d'entraîner le remboursement anticipé obligatoire d'obligations à la demande de chaque porteur d'obligations en cas

de changement de contrôle de Vallourec (au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes agissant de concert) emportant une dégradation de la notation financière de celle-ci.

Cet emprunt obligataire peut également faire l'objet d'un remboursement anticipé à la demande du porteur ou, selon le cas, de Vallourec dans des hypothèses de survenance de certains cas de défaillance usuels pour ce type de transaction, de changement de situation de Vallourec ou de la réglementation fiscale.

### 7.1.2 EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les emprunts auprès des établissements de crédit se composent principalement du tirage sur les prêts garantis par l'État (PGE) de Vallourec S.A. (229 millions d'euros) qui sont détaillées en Note 7.1.5.

### 7.1.3 AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Les autres emprunts et dettes financières assimilées correspondent principalement aux lignes d'ACC ACE au Brésil.

En effet, Vallourec Soluções Tubulares do Brasil bénéficie de lignes d'ACC ACE, finançant ses besoins d'exploitation à l'export. Au 31 décembre 2023, le montant des ACC ACE s'élève à 89 millions d'euros.

### 7.1.4 ANALYSE EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES PAR DEVISE, TAUX ET ÉCHÉANCE

#### Endettement par devise

	31/12/2022	%	31/12/2023	%
USD	228 490	14 %	45 476	3 %
EUR	1 439 781	86 %	1 410 809	96 %
BRL	11 629	1 %	14 043	1 %
Autres	1 421	0 %	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 681 321</b>	<b>100 %</b>	<b>1 470 328</b>	<b>100 %</b>

#### Analyse par échéance des emprunts et dettes financières

	31/12/2022	31/12/2023
< 3 mois	274 183	46 851
> 3 mois et < 1 an	39 944	75 346
> 1 an	1 102	4 136
> 2 ans	3 310	1 106 955
> 3 ans	1 136 889	230 158
> 4 ans	221 546	1 709
5 ans et plus	4 347	5 173
<b>TOTAL</b>	<b>1 681 321</b>	<b>1 470 328</b>

## L'endettement par taux

	31/12/2022	%	31/12/2023	%
Taux fixe	1 677 552	100 %	1 459 609	99 %
Taux variable	3 769	0 %	10 719	1 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 681 321</b>	<b>100 %</b>	<b>1 470 328</b>	<b>100 %</b>

### 7.1.5 LIGNES DE CRÉDIT ET COVENANTS

#### Lignes de crédit de Vallourec S.A.

Lignes de crédit confirmées (en millions d'euros)	Montant nominal	Échéance	Taux facial	Taux effectif	Montant tiré au 31 décembre 2023	Montant IFRS au 31 décembre 2023
Prêts garantis État (PGE) – juin 2021 <sup>(a)</sup>	262	Juin 2027	1,837 %	6,00 %	262	229
Ligne de crédit confirmée – juin 2021	462	Juin 2026	5,00 %	5,00 %	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>724</b>				<b>262</b>	<b>229</b>

(a) L'échéance initiale des PGE était fixée au 30 juin 2022 mais contractuellement prorogable à l'initiative de Vallourec au 30 juin 2027. Vallourec a activé cette option d'extension et les PGE ont désormais une maturité au 30 juin 2027. Les PGE sont présentés à un taux facial de 1,8370 % (incluant la commission de garantie).

Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement de tout ou partie de la ligne de crédit et des PGE (« le crédit »), sur décision de chacune des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit devienne immédiatement exigible si le

Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

#### Covenant

La ligne de crédit confirmée de 462 millions d'euros prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dette nette consolidée sur fonds propres consolidés (« covenant bancaire ») à un niveau maximum de 100 %. Ce ratio est défini comme le rapport entre la dette nette consolidée du Groupe (y inclus la dette de location financement) et les capitaux propres du groupe, retraité des gains et pertes sur produits dérivés et des écarts d'évaluation (gains et pertes sur les filiales consolidées en devises).

Le respect de ce ratio de d'endettement retraité (« covenant bancaire ») sera testé au 31 décembre de chaque année pour la période de 12 mois précédant et pour la première fois le 31 décembre 2023 : les covenants bancaires sont respectés au 31 décembre 2023.

Le non-respect de ce ratio de covenant bancaire pourrait entraîner le remboursement anticipé de la ligne de crédit et de l'emprunt obligataire.

#### Ligne de crédit mise en place en faveur de certaines filiales américaines

Le 7 novembre 2022, une ligne de crédit de 210 millions de dollars US confirmée et à échéance au 7 novembre 2027 a été consentie par quatre banques internationales de premier plan en faveur de certaines filiales américaines du groupe Vallourec, Vallourec Star, VAM USA, Vallourec USA toutes trois intégralement et indirectement détenues par Vallourec S.A. Cette ligne de crédit peut également être utilisée sous forme de lettres de crédit à hauteur d'un montant maximum cumulé de 20 millions de dollars US.

Cette ligne de crédit dite « Asset-Based » bénéficie à hauteur de son utilisation d'une sûreté sur les stocks et les créances clients détenus par les sociétés emprunteuses. En outre, Vallourec S.A. apporte sa garantie de maison-mère au bénéfice des prêteurs.

Au 31 décembre 2023, cette ligne était utilisée à hauteur de 9 millions de dollars US (8,6 millions de dollars US au 31 décembre 2022) sous forme de lettres de crédit uniquement. En revanche, elle ne faisait pas l'objet de tirages au titre de financements.

## 7.1.6 RÉSULTAT FINANCIER

	2022	2023
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Revenus de valeurs mobilières de placement	6 186	11 676
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	814	17 807
<b>Total</b>	<b>7 002</b>	<b>29 483</b>
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>(101 884)</b>	<b>(117 699)</b>
<b>Coût financier net</b>	<b>(94 882)</b>	<b>(88 216)</b>
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>	-	
Revenu des titres, prêts et créances	1 237	729
Pertes (-) ou profits (+) de change	(7 798)	(24 564)
Dotations aux provisions, nettes de reprises	(16 860)	(194)
Autres charges et produits financiers	9 735	59 238
Résultat net de la restructuration financière	-	0
<b>Total</b>	<b>(13 685)</b>	<b>35 209</b>
<b>Charges d'intérêt sur contrats de location</b>	<b>(8 986)</b>	<b>(8 321)</b>
<b>AUTRES CHARGES D'ACTUALISATION</b>		
Charges financières d'actualisation sur retraites	(460)	(4 556)
Produits financiers d'actualisation des éléments d'actifs et de passifs	6 564	(205)
<b>Total</b>	<b>6 104</b>	<b>(4 761)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(111 451)</b>	<b>(66 089)</b>

La dotation aux provisions pour risque financier en 2022 couvre notamment la dépréciation de la créance financière de Vallourec Umbilicals.

## 7.1.7 RÉCONCILIATION DES PASSIFS FINANCIERS AVEC LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2022	Écart de conversion	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts	Restructuration financière	Reclassement courant/non courant et autres	31/12/2023
Passifs financiers non courant	1 367 194	706	(4 957)	(5 920)	-	(8 892)	1 348 131
Passifs financiers courant	314 127	27 014	14 285	(203 941)	-	(29 288)	122 197
<b>Passifs financiers (1)</b>	<b>1 681 321</b>	<b>27 720</b>	<b>9 328</b>	<b>(209 861)</b>	<b>-</b>	<b>(38 180)</b>	<b>1 470 328</b>
<b>Impact des instruments financiers de couverture et autres (2)</b>			<b>(5 784)</b>	<b>-</b>			
<b>TOTAL (1) + (2)</b>			<b>3 544</b>	<b>(209 861)</b>			
Variation des passifs financiers du Tableau de l'État des flux de trésorerie			3 544	(209 861)			

	31/12/2021	Écart de conversion	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts	Restructuration financière	Reclassement courant/non courant et autres	31/12/2022
Passifs financiers non courant	1 387 281	2 152	23 456	(29 443)	-	(16 252)	1 367 194
Passifs financiers courant	189 662	16 512	120 260	(12 076)	-	(231)	314 127
<b>Passifs financiers (1)</b>	<b>1 576 943</b>	<b>18 664</b>	<b>143 716</b>	<b>(41 519)</b>	<b>-</b>	<b>(16 483)</b>	<b>1 681 321</b>
<b>Impact des instruments financiers de couverture et autres (2)</b>			<b>(1 774)</b>	<b>-</b>			
<b>TOTAL (1) + (2)</b>			<b>141 942</b>	<b>(41 519)</b>			
Variation des passifs financiers du Tableau de l'État des flux de trésorerie			141 942	(41 519)			

Les encaissements et remboursements des passifs financiers concernent principalement des tirages et de lignes de crédit court terme.

### 7.1.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN FINANCIERS

Les engagements financiers hors bilan reçus s'élèvent à 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 8 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ils correspondent principalement à des cautionnements reçus.

	31/12/2022	31/12/2023	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Cautions de marché et lettres de crédit données	199 700	276 848	90 142	180 436	6 270
<b>TOTAL</b>	<b>199 700</b>	<b>276 848</b>	<b>90 142</b>	<b>180 436</b>	<b>6 270</b>

## 7.2 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement constitués des dettes de location et d'instruments dérivés (dont les principes de comptabilisation sont présentés en Note 7.5.3).

La dette de location, à la prise d'effet du contrat, est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat. Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers fixes en substance) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou l'index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur en vertu d'une garantie de valeur résiduelle ;

- les pénalités à verser en cas d'exercice d'une option de résiliation ou de non-renouvellement du contrat, si la durée du contrat a été déterminée en faisant l'hypothèse que le preneur l'exercerait.

Les taux d'actualisation sont calculés individuellement sur la durée in fine du contrat.

L'évolution de la dette de location est la suivante :

- La dette de location est augmentée à hauteur des charges d'intérêts déterminées par application du taux d'actualisation à la dette, à l'ouverture de la période ; et
- diminuée du montant des paiements effectués.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Dettes de location	70 379	50 622	19 757	56 435	39 742	16 693
Option de rachat des intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	35 522	-	35 522	155 157	76 000	79 157
<b>TOTAL</b>	<b>105 901</b>	<b>50 622</b>	<b>55 279</b>	<b>211 592</b>	<b>115 742</b>	<b>95 850</b>

Comme décrit dans la Note 2.6 Cessions d'actifs, restructurations et éléments non récurrents de la période, Vallourec a comptabilisé une juste valeur négative de 127 millions d'euros liée au contrat de fourniture HKM. Cela a été comptabilisé en tant que dérivé, correspondant à la meilleure estimation de Vallourec de la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus liés à l'exécution de ce contrat jusqu'à son expiration à la fin de 2028.

### ÉCHÉANCIER

	> 1 an	> 2 ans	> 3 ans	> 4 ans	5 ans et plus	Total
Dettes de location	13 913	8 210	5 401	4 298	7 920	39 742

## 7.3 Autres actifs financiers

	31/12/2022			31/12/2023		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Prêts	2 852	2 621	231	2 877	2 823	54
Autres immobilisations financières	68 836	62 093	6 743	66 218	54 018	12 200
Instruments dérivés	33 731	-	33 731	46 660	-	46 660
Autres actifs financiers	17 838	17 760	78	17 434	17 355	79
<b>TOTAL</b>	<b>123 257</b>	<b>82 474</b>	<b>40 783</b>	<b>133 189</b>	<b>74 196</b>	<b>58 993</b>



## 7.4 Instruments financiers

### 7.4.1 MODÈLE DE COMPTABILISATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : autres titres de participation et créances rattachées, des prêts de participation à l'effort construction, des cautions ;
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

#### Évaluation initiale

L'évaluation initiale des actifs financiers non dérivés s'effectue à leur juste valeur à la date de la transaction majorée des coûts de transaction excepté pour la catégorie d'actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

Dans la plupart des cas, la juste valeur à la date de la transaction est le coût historique (soit le coût d'acquisition de l'actif).

#### Classification et évaluation lors des arrêtés comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés selon IFRS 9 dans l'une des trois catégories ci-après :

- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global ;
- actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

La classification est déterminée en fonction des deux paramètres suivants :

- le modèle économique suivi par le Groupe pour la gestion de l'actif financier ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

#### Actifs financiers au coût amorti

Ils correspondent aux actifs financiers qui remplissent les deux conditions suivantes :

- le modèle économique de l'actif financier est de percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Dans le Groupe, cette catégorie regroupe :

- les créances rattachées, les prêts long terme et les prêts de participation à l'effort de construction ;
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Le coût amorti des créances à court terme telles les créances clients équivaut le plus souvent à leur coût historique.

Les prêts aux salariés sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts.

#### Actifs financiers mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global

Il s'agit des actifs financiers suivants :

1. Les instruments donnant lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêt sur le capital restant dû (instruments SPPI) et dont la détention s'inscrit dans un modèle économique mixte de collecte et de vente.

Cette rubrique reprend essentiellement des titres obligataires et des placements financiers à terme.

Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulée qui était précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres en compte de résultat.

Les intérêts calculés selon la méthode du coût amorti et les dépréciations sont enregistrés en résultat.

2. Les titres de capitaux propres, sur option à la juste valeur par les autres éléments du résultat global.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres et sont non recyclables. Les intérêts calculés selon la méthode du coût amorti et les dépréciations sont enregistrés en résultat.

Dans le groupe Vallourec, on retrouve notamment dans cette catégorie les placements en titres de capitaux propres. Il s'agit généralement :

- de titres non cotés dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Ils sont enregistrés à leur coût et font l'objet de tests de dépréciation lors des arrêtés des comptes consolidés ;
- de titres cotés évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse à la date de clôture.

## Actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat

Cette catégorie d'actifs comprend les actifs financiers qui ne sont pas évalués au coût amorti ou mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global.

Il s'agit principalement de certains actifs de trésorerie (valeurs mobilières de placement, disponibilités...) et des instruments dérivés actifs non expressément désignés comme des instruments de couverture (dépôts de garantie et cautions).

Ces actifs de trésorerie sont évalués à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont pas soumises à un test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

## Modèle d'évaluation des pertes des actifs financiers

Dès la comptabilisation initiale, les actifs évalués au coût amorti et les actifs mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global (instruments de dettes) sont dépréciés en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'actif. À chaque date de clôture, il convient d'apprécier si le risque de crédit associé à un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale. L'entité doit fonder son appréciation sur la variation du risque de crédit sur la durée de vie prévue de l'instrument financier.

Vallourec utilise plusieurs critères pour déterminer si le risque de crédit a augmenté : rating de la contrepartie, évaluation du niveau de risque.

Les montants inscrits au bilan sont détaillés en fonction des modalités de valorisation retenues pour chaque instrument financier.

31/12/2023	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Juste valeur instruments de couverture	Total	Juste valeur
<b>ACTIFS</b>						
Créances clients et comptes rattachés	739 988	-	-	-	739 988	739 988
Autres actifs financiers courants et non courants	68 996	-	17 533	46 660	133 189	133 189
Autres actifs courants et non courants	324 861	-	-	-	324 861	324 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	899 948	-	-	899 948	899 948
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 133 845</b>	<b>899 948</b>	<b>17 533</b>	<b>46 660</b>	<b>2 097 986</b>	<b>2 097 986</b>
<b>Total actifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 615 266</b>	<b>3 615 266</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 713 252</b>	<b>5 713 252</b>
<b>PASSIFS</b>						
Dettes financières	1 470 328	-	-	-	1 470 328	1 401 104
Fournisseurs	762 508	-	-	-	762 508	762 508
Autres passifs financiers courants et non courants	56 435	-	-	155 157	211 592	211 592
Autres passifs courants et non courants	409 517	-	-	-	409 517	409 517
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2 698 788</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>155 157</b>	<b>2 853 945</b>	<b>2 784 721</b>
<b>Total passifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 859 307</b>	<b>2 859 307</b>
<b>TOTAL PASSIFS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 713 252</b>	<b>5 644 028</b>

31/12/2022	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Juste valeur instruments de couverture	Total	Juste valeur
<b>ACTIFS</b>						
Créances clients et comptes rattachés	768 536	-	-	-	768 536	768 536
Autres actifs financiers courants et non courants	71 557	-	17 969	33 731	123 257	123 257
Autres actifs courants et non courants	316 109	-	-	-	316 109	316 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	551 603	-	-	551 603	551 603
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 156 202</b>	<b>551 603</b>	<b>17 969</b>	<b>33 731</b>	<b>1 759 505</b>	<b>1 759 505</b>
<b>Total actifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 598 375</b>	<b>3 598 375</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>					<b>5 357 880</b>	<b>5 357 880</b>
<b>PASSIFS</b>						
Dettes financières	1 681 321	-	-	-	1 681 321	1 569 508
Fournisseurs	786 918	-	-	-	786 918	786 918
Autres passifs financiers courants et non courants	70 379	-	-	35 522	105 901	105 901
Autres passifs courants et non courants	336 909	-	-	-	336 909	336 909
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2 875 527</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 522</b>	<b>2 911 049</b>	<b>2 799 236</b>
<b>Total passifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 446 832</b>	<b>2 446 832</b>
<b>TOTAL PASSIFS</b>					<b>5 357 880</b>	<b>5 246 068</b>

#### 7.4.2 NIVEAU DE JUSTE VALEUR

Les instruments financiers mesurés à leur juste valeur sont classés par catégorie en fonction de la méthode de valorisation. La juste valeur est déterminée :

- niveau 1 : en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : à partir de méthodes et de données observables et faisant référence sur les marchés financiers (courbe de taux, cours à terme, etc.) ;
- niveau 3 : à partir d'un modèle interne avec paramètres non observables.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
<b>ACTIFS</b>						
Autres actifs financiers courants et non courants (Autres placements en titres de capitaux propres)	17 969	17 969	2	17 533	17 533	2
Autres actifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)	33 731	33 731	2	46 660	46 660	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	551 603	551 603	1	899 948	899 948	1
<b>PASSIFS</b>						
Autres passifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)			3	127 000	127 000	3
Autres passifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)	35 522	35 522	2	28 157	28 157	2

### 7.4.3 COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

L'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers sont régies par la norme IFRS 9.

#### Exposition du Groupe aux risques de change sur les transactions commerciales

En dehors de la couverture de certains passifs financiers, le Groupe est essentiellement engagé dans des contrats de couverture en vue de contrôler son exposition aux risques de change induits par les prises de commandes et ventes réalisées par certaines filiales dans d'autres monnaies que leur monnaie de fonctionnement. Notamment, une part significative du chiffre d'affaires de Vallourec est facturée par les sociétés européennes en dollars US. Les fluctuations de change entre l'euro et le dollar peuvent modifier à ce titre la marge opérationnelle du Groupe.

Le Groupe gère son exposition au risque de change en mettant en place des couvertures sur la base de prévisions de prises de commandes des clients régulièrement mises à jour. Les créances et produits d'exploitation qui seront générés par les commandes sont de ce fait couverts par des instruments financiers qui sont principalement des ventes à terme de devises.

Dans une moindre mesure, le Groupe peut être amené à conclure des achats à terme de devises pour couvrir des engagements d'achats en devises.

#### Évaluation et présentation des instruments dérivés

Les variations de valeurs des instruments dérivés par rapport à leur date de mise en place sont évaluées à chaque clôture.

La juste valeur des contrats à terme en devises est calculée à partir des conditions et données du marché. Couvrant des opérations commerciales, ces dérivés sont présentés au bilan dans les actifs et passifs courants.

#### Comptabilisation des opérations de couverture

Les opérations de couverture sur les opérations commerciales entrent dans la catégorie des couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe applique la comptabilité de couverture dans le respect des critères d'IFRS 9 :

- documentation de la relation de couverture : nature du sous-jacent couvert, durée de la couverture, instrument de couverture utilisé, taux spot de la couverture, points de terme ;
- réalisation du test d'efficacité à la mise en place de l'instrument dérivé et actualisation du test au minimum à chaque fin de trimestre, pour les couvertures de flux de trésorerie.

La comptabilisation des opérations de couverture au sein du Groupe est la suivante :

À la clôture, la variation de l'instrument de couverture par rapport à sa date de mise en place est évaluée à sa juste valeur et comptabilisée au bilan dans des comptes d'instruments dérivés actif ou passif. Sont distinguées :

- la variation de l'effet change de l'instrument de couverture (différence entre le cours spot à la date de mise en place de la couverture) et ;
- le cours spot à la date de valorisation, c'est-à-dire à la clôture.

Si la couverture est efficace et tant que le chiffre d'affaires (ou l'achat) couvert n'est pas comptabilisé, les variations de l'effet change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, conformément aux principes de comptabilisation des couvertures de flux de trésorerie futurs (« *cash flow hedge* »).

Si l'instrument de couverture n'est pas efficace (cas rare compte tenu des procédures mises en place par le Groupe), la variation de l'effet change de l'instrument dérivé est enregistrée dans le résultat financier.

#### La variation de l'effet taux (report/déport)

Le Groupe a choisi de comptabiliser cette variation en résultat financier, cette composante n'étant pas intégrée dans la relation de couverture.

Le chiffre d'affaires (l'achat), correspondant aux prévisions (ordres d'achat) couvertes, est enregistré au cours spot de la date de la mise en place du contrat de couverture. La créance client (la dette fournisseur) est enregistrée initialement à ce même cours spot.

À chaque arrêté, les créances clients et dettes fournisseurs en devises couvertes sont évaluées et comptabilisées au cours de la devise à la date de clôture. La différence par rapport au cours d'enregistrement initial (cours spot à la date de mise en place de la couverture) ou au cours de la dernière clôture constitue un écart de change (perte ou gain) comptabilisé dans le résultat financier de la période.

À partir du moment où l'élément couvert (la créance ou la dette en devise) est enregistré au bilan, la variation de l'effet change de l'instrument de couverture précédemment constatée dans les capitaux propres est enregistrée en résultat financier. Les variations de valeurs de l'instrument de couverture et de la créance ou de la dette couverte impactent alors symétriquement le résultat financier.

Au cours de l'exercice 2023, le Groupe n'a procédé à aucun changement significatif de classification d'instruments financiers et n'a constaté aucun transfert significatif entre différents niveaux de juste valeur.

Les instruments de couverture passent d'une position nette passive de 18,5 millions d'euros au 31 décembre 2022 à une position nette active de 1,8 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La variation de l'euro face au dollar américain au cours de l'exercice 2023 explique l'essentiel des 5,5 millions d'euros de variation de l'effet change des couvertures affectées aux prévisions de ventes et d'achats en devise.

Les instruments financiers à caractère spéculatif restent exceptionnels et s'expliquent par la non-efficacité d'une relation de couverture au regard de la norme IFRS 9. Leurs variations de valeur n'impactent pas le résultat de change de manière significative.

	Qualification comptable	Réserve OCI <sup>(a)</sup>	31/12/2023	31/12/2022
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Cash flow hedge	5 487	4 034	(1 454)
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Fair value hedge	302	6 990	(2 250)
Contrats à terme de devise sur opérations financières	Fair value hedge	-	7 357	1 573
Autres dérivés sur opérations commerciales	Fair value hedge		(127 000)	
Instruments dérivés mis en place dans le cadre de l'actionnariat salarié	Fair value hedge	(5)	122	342
<b>Sous-total instruments dérivés</b>		<b>5 784</b>	<b>(108 497)</b>	<b>(1 789)</b>
<i>Dont instruments dérivés – actifs</i>		-	46 660	33 731
<i>Dont instruments dérivés – passifs</i>		-	(155 157)	(35 522)
<i>Dont instruments dérivés nets – reclassés en éléments destinés à être cédés</i>		-	0	-
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Cash flow hedge	6 630	2 240	(4 390)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Fair value hedge	-	126 950	(785)
<b>TOTAL</b>		<b>12 414</b>	<b>20 693</b>	<b>(6 964)</b>

(a) Présentation compensée sur ce tableau : + = position active, () = position passive.

La variation de juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change qui impactait les capitaux propres au 31 décembre 2022 était de - 1,5 million d'euros. Au cours de l'exercice 2023, environ - 374 % de la variation de juste valeur négative attachée au carnet de commandes et aux offres commerciales fin 2022 a été transférée des capitaux propres vers le résultat, sur le poste perte ou

profit de change du Groupe. Ce montant matérialise l'impact des variations de valeur des couvertures de change sur le carnet de commandes et les offres commerciales au 31 décembre 2022 qui ont été soit totalement ou partiellement dénouées, soit transformées en créances au cours de l'exercice 2023.

Cet impact correspond aux couvertures de créances en dollar US.

	Qualification comptable	Réserve OCI <sup>(a)</sup>	31/12/2022	31/12/2021
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Cash flow hedge	13 353	(1 454)	(14 810)
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Fair value hedge	(22)	(2 250)	(7 063)
Contrats à terme de devise sur opérations financières	Fair value hedge	-	1 573	(201)
Instruments dérivés mis en place dans le cadre de l'actionnariat salarié	Fair value hedge	12	342	279
<b>Sous-total Instruments dérivés</b>		<b>13 344</b>	<b>(1 789)</b>	<b>(21 795)</b>
<i>Dont instruments dérivés – actifs</i>		-	33 731	4 253
<i>Dont instruments dérivés – passifs</i>		-	(35 522)	(19 056)
<i>Dont instruments dérivés nets – reclassés en éléments destinés à être cédés</i>		-	-	(6 992)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Cash flow hedge	(670)	(4 390)	(3 720)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Fair value hedge	-	(785)	(1 848)
<b>TOTAL</b>		<b>12 674</b>	<b>(6 964)</b>	<b>(27 363)</b>

(a) Présentation compensée sur ce tableau : + = position active, () = position passive.

La variation de juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change qui impactait les capitaux propres au 31 décembre 2021 était de - 14,8 millions d'euros. Au cours de l'exercice 2022, environ 66 % de la variation de juste valeur négative attachée au carnet de commandes et aux offres commerciales fin 2021 a été transférée des capitaux propres vers le résultat, sur le

poste perte ou profit de change du Groupe. Ce montant matérialise l'impact des variations de valeur des couvertures de change sur le carnet de commandes et les offres commerciales au 31 décembre 2021 qui ont été soit totalement ou partiellement dénouées, soit transformées en créances au cours de l'exercice 2022.

## 7.4.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les risques de marché sont composés des risques de taux, de change (conversion et transaction), de liquidité, de crédit et du risque actions.

### Risque de conversion

Les actifs, passifs, produits et charges des filiales sont exprimés en différentes devises. Les comptes du Groupe sont présentés en euros. Les actifs, passifs, produits et charges libellés dans des monnaies autres que l'euro doivent être convertis en euros au taux applicable afin d'être intégrés dans ces comptes.

Si l'euro s'apprécie (ou se déprécie) par rapport à une autre devise, la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera (ou augmentera). Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, les produits et les charges non libellés en euros, même si la valeur de ces éléments n'a pas changé dans leur monnaie d'origine.

### Risque de liquidité

Les ressources financières du Groupe se répartissent entre des financements bancaires et des financements de marchés.

La majeure partie du financement bancaire a été mis en place en Europe, sur Vallourec S.A. et pour une moindre mesure sur des filiales au Brésil et en Chine.

Dans le cadre de la restructuration financière, Vallourec S.A. a restructuré l'ensemble de son passif financier le 30 juin 2021. Cela s'est traduit par un désendettement de 1,7 milliard d'euros et le refinancement de la dette résiduelle via la mise-en-place de nouveaux instruments de dette qui ont une maturité de cinq ans ou une maturité inférieure mais pouvant être prorogée à la main de l'émetteur jusqu'au 30 juin 2027.

La ligne de crédit de Vallourec S.A. (462 millions d'euros) non tirée au 31 décembre 2023, ne bénéficie pas de sûreté, ou de garantie et est en pari-passu avec les prêts garantis par l'État (PGE) et l'emprunt obligataire. Le financement obligataire est exclusivement mis en place par Vallourec S.A.

En outre, le 7 novembre 2022, un financement de 210 millions de dollars US confirmé et à échéance du 7 novembre 2027 a été mis en place au bénéfice des principales filiales américaines, Vallourec Star,

### Risque de transaction

Le Groupe est soumis à des risques de change en raison de ses expositions commerciales liées à des opérations de ventes et d'achats conclues par certaines de ses filiales dans une monnaie autre que leur devise fonctionnelle.

La principale devise étrangère traitée est le dollar US (USD) : une part significative des opérations du groupe Vallourec (environ 29 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2023) est facturée en dollar US par des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar US.

Les fluctuations de change entre l'euro, le réal brésilien (BRL) et le dollar US peuvent donc modifier la marge opérationnelle du Groupe. Leur impact est cependant très difficilement quantifiable pour deux raisons :

1. il existe un phénomène d'ajustement sur les prix de vente libellés en dollar US, qui dépend des conditions de marché dans les différents secteurs d'activité où opère Vallourec ;
2. certaines ventes et certains achats, même s'ils sont libellés en euros ou en réal brésilien, sont influencés par le niveau du dollar US. Ils sont donc impactés indirectement et à une échéance plus ou moins lointaine par l'évolution de la devise américaine.

Le Groupe gère activement son exposition au risque de change afin de réduire la sensibilité du résultat à des variations de cours, en mettant en place des couvertures dès la commande et parfois dès l'offre commerciale.

En 2023, le résultat net part du Groupe était généré pour une part significative par des filiales qui établissent des comptes en une devise autre que l'euro (principalement en dollars US et en réaux brésiliens). Une augmentation de 10 % des parités aurait eu un impact à la baisse sur le résultat net part du Groupe d'environ 84 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité du Groupe au risque de change long terme est reflétée par l'évolution historique des réserves de conversion imputées dans les capitaux propres (- 756 millions d'euros au 31 décembre 2023) qui, au cours des derniers exercices, a été essentiellement liée à l'évolution du dollar US et du réal brésilien.

Les réserves de conversion sont détaillées en Note 6.1.

VAM USA, Vallourec USA Corp., toutes trois détenues intégralement et indirectement par Vallourec S.A. Cette ligne de crédit (« Asset-based loan ») est garantie d'une part par les créances clients et les stocks détenus par ces mêmes sociétés et d'autre part par une garantie maison-mère donnée aux prêteurs par Vallourec S.A. Une enveloppe de 20 millions de dollars US est utilisable sous la forme de mise en place de lettres de crédit. Au 31 décembre 2023, l'utilisation de cette ligne était de 9 millions de dollars US sous la forme de lettres de crédit ; en revanche la ligne n'était pas utilisée sous forme de tirages de financements.

En complément de ces financements bancaires, le groupe Vallourec a souhaité diversifier ses sources de financement en faisant appel aux financements de marché. Ainsi Vallourec S.A. a mis en place le 12 octobre 2011 un programme de billets de trésorerie pour satisfaire ses besoins à court terme. Le plafond du programme est de 1 milliard d'euros. Vallourec S.A. a régulièrement émis des billets de trésorerie au cours du second semestre 2023.

Au 31 décembre 2023, Vallourec S.A. n'avait pas d'encours de billets de trésorerie. Ce programme de billets de trésorerie fait l'objet d'une notation court terme, B, par Standard & Poor's.

Les commandes, puis les créances, les dettes et les flux d'exploitation sont ainsi couverts avec des instruments financiers qui sont principalement des ventes et des achats à terme.

Des annulations de commandes pourraient donc provoquer des annulations de couvertures en place, avec pour conséquence une comptabilisation des gains ou pertes attachés à ces couvertures annulées dans le compte de résultat consolidé.

Nous estimons que l'impact d'une hausse ou d'une baisse de 10 % des devises traitées sur l'ensemble des couvertures mises en place par le Groupe provoquerait une diminution ou une augmentation de 106,2 millions d'euros de l'effet change comptabilisée dans les fonds propres consolidés au 31 décembre 2023. L'essentiel de ces montants proviendrait des évolutions du dollar US contre l'euro.

Pour être éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IFRS 9, le groupe Vallourec a développé des systèmes de gestion de trésorerie et de facturation afin de permettre la traçabilité tout au long de la durée de vie des instruments de couverture au regard des transactions couvertes.

Au 31 décembre 2023, les contrats à terme fermes en cours qui permettent de couvrir les transactions sur achats et ventes en devises portent sur les montants suivants :

<b>Contrats de couverture d'opérations réalisées sur transactions commerciales – Risque de change</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2023</b>
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 332 907	1 535 526
Contrat de change à terme : achats à terme	95 701	135 518
<b>TOTAL</b>	<b>1 428 608</b>	<b>1 671 044</b>

### Échéances des contrats au 31 décembre 2023

<b>Contrats sur transactions commerciales</b>	<b>Total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 535 526	1 497 348	38 178	-
Contrat de change à terme : achats à terme	135 518	135 518	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 671 044</b>	<b>1 632 866</b>	<b>38 178</b>	<b>-</b>

En 2023 les ventes à terme (1 212 millions d'euros sur les 1 536 millions d'euros) correspondent principalement à des ventes de dollars US. Ces dernières ont été réalisées à un cours moyen à terme EUR/USD de 1,1 CNY/USD de 7,01 et USD/BRL de 5,16.

Les couvertures ont généralement été réalisées, en 2023, comme en 2022, sur une durée moyenne d'environ dix mois et couvraient principalement les transactions futures hautement probables et les créances en devises.

En complément des couvertures des opérations commerciales, le groupe Vallourec a mis en place des contrats de couverture des prêts et créances financières libellés en devises étrangères :

- des ventes à terme pour 72 millions de dollars US (67 millions d'euros) ;
- des ventes à terme pour 24,2 millions de livres sterling (27,8 millions d'euros) ;
- des achats à terme pour 889 millions de yuan chinois (112,8 millions d'euros) ;

### Risques de taux d'intérêt

La gestion du financement long terme et moyen terme de la zone euro est regroupée autour de la société Vallourec S.A.

La répartition de la dette entre taux fixe et taux variable est présentée en Note 7.1.4.

Le montant des emprunts à taux fixe à l'origine s'analyse principalement par l'emprunt obligataire émis par Vallourec S.A. décrit en Note 7.1 et des prêts Garantis par l'État (PGE) émis par Vallourec S.A.

### Risques de crédit

Le groupe Vallourec est soumis au risque de crédit au titre de ses actifs financiers non dépréciés dont le non-recouvrement pourrait impacter les résultats et la situation financière de la Société.

Le Groupe a principalement identifié quatre types de créances répondant à ces caractéristiques :

- les prêts 1 % construction octroyés aux salariés du Groupe ;
  - les dépôts de garantie versés dans le cadre de contentieux fiscaux et les créances fiscales sur le Brésil ;
  - les créances clients et comptes rattachés ;
  - les dérivés qui ont une juste valeur positive.
1. Concernant les prêts 1 % construction octroyés aux salariés du Groupe, ils ne présentent pas de risque de crédit dans la mesure où l'intégralité du prêt est dépréciée dès lors qu'un retard dans le recouvrement des sommes à recevoir est constaté. Il est rappelé que ces prêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus

- des achats à terme pour 43,7 millions pesos mexicains (2,3 millions d'euros) ;
- des ventes à terme pour 1 million de dollars canadiens (0,7 million d'euros) ;
- des ventes à terme pour 663 millions de réaux brésiliens (118,9 millions d'euros).

Ces instruments sont destinés à couvrir soit l'endettement libellé en de dollars US, soit les prêts en devises étrangères mis en place par la holding de financement Vallourec Tubes dans la devise des filiales qui en bénéficient. Les échéances des achats et ventes à terme s'échelonnent en 2024 en fonction des échéances des prêts et dettes couverts.

En dehors des emprunts et dettes financières libellés en devises, le groupe Vallourec ne couvre pas ses autres actifs et passifs financiers du bilan consolidé en devises (risques de conversion).

L'endettement contracté à un taux supérieur à 6 % provient de l'emprunt obligataire de 1 023 millions d'euros.

L'endettement à taux fixe à l'origine à un taux inférieur à 3 % concerne les prêts garantis par l'État de 262 millions d'euros.

La dette financière exposée à une variation des taux d'intérêt à taux variable se situe à 10,7 millions d'euros (environ 1 % de la dette brute totale) au 31 décembre 2023.

jusqu'à la date d'échéance de ces prêts (le taux d'intérêt des contrats pouvant être inférieur).

2. Concernant les dépôts de garantie et les créances fiscales sur le Brésil, il n'existe pas de risque particulier sur ces créances puisqu'en cas de dénouement défavorable de ces contentieux, le risque est déjà appréhendé, ces créances faisant l'objet d'une provision, et les fonds ayant déjà été versés pour tout ou partie.
3. Concernant les dérivés qui ont une juste valeur positive, le Groupe ne traite qu'avec des contreparties de premier rang. Le risque de crédit est considéré comme non significatif.
4. Concernant les créances clients et les comptes rattachés, la politique du Groupe en matière de dépréciation des créances clients est de constater une provision dès lors que des indices de perte de valeur ont été identifiés. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie.



Au 31 décembre 2023, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de présumer de risque sur ses créances non dépréciées et échues depuis moins de 90 jours. Le montant total des créances clients échues depuis plus de 90 jours et non dépréciées s'élève à 73 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit 10 % des créances clients nettes totales du Groupe.

Le groupe Vallourec considère que le risque est limité compte tenu des procédures existantes en matière de gestion du risque client avec :

- l'utilisation d'assurances crédit et le recours à des crédits documentaires ;

- l'ancienneté des relations commerciales avec de grands clients du Groupe ;
- la politique de recouvrement commercial.

Le groupe Vallourec reste soumis aux risques pays qui pourraient conditionner le règlement de certaines de ses créances.

Par ailleurs, les créances clients non échues au 31 décembre 2023 s'élevaient à 612 millions d'euros, soit 90 % du total des créances clients nettes.

Les échéances de ces créances clients sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Au 31/12/2023	0 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 180 jours	> à 180 jours	Total
Brut	464 865	115 729	55 782	30 328	78 230	744 934
Dépréciation	(5 367)	(310)	0	(886)	(15 281)	(21 844)
<b>Total créances client nettes</b>	<b>459 498</b>	<b>115 419</b>	<b>55 782</b>	<b>29 442</b>	<b>62 949</b>	<b>723 090</b>
Avances et acomptes fournisseurs						32 970
<b>TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>						<b>756 060</b>

## Risques actions

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

Les actions propres détenues par le groupe Vallourec au 31 décembre 2023 comprennent les actions affectées à des opérations d'attribution en faveur de certains membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe.

Dans ce cadre, Vallourec S.A. détient 107 668 actions propres après attribution définitives de 41 257 actions en 2023 au titre des différents plans d'actions de performance.

À sa connaissance, le Groupe n'était pas, au 31 décembre 2023, autrement exposé au risque d'actions.

## Note 8 • Engagements envers le personnel

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de la période. Le cas échéant, les contributions restant à acquitter au titre de l'exercice sont provisionnées.

Les engagements de retraite et assimilés résultant de régimes à prestations définies font l'objet d'une provision évaluée sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an par des actuaires indépendants. La méthode des unités de crédits projetées est appliquée : chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation envers les salariés.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les principaux engagements de retraite et assimilés concernent les filiales françaises du Groupe ainsi que celles implantées en Allemagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Brésil. Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail ;
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis et au Brésil, la couverture des frais médicaux. L'obligation est présentée au bilan, nette, le cas échéant, des actifs de régime évalués à leur juste valeur.



	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Retraite	195 506	202 798	14 178	13 119	66 157	69 065	82 177	85 728	358 018	370 710
Engagements de préretraite	26 255	12 308	-	-	-	-	-	-	26 255	12 308
Médailles du travail et avantages médicaux	-	2 767	657	764	-	-	3 438	3 651	4 095	7 182
<b>Valeur actualisée de l'obligation</b>	<b>221 761</b>	<b>217 873</b>	<b>14 835</b>	<b>13 883</b>	<b>66 157</b>	<b>69 065</b>	<b>85 615</b>	<b>89 379</b>	<b>388 368</b>	<b>390 200</b>
Juste valeur des actifs du régime	(147 605)	(153 738)	(1 858)	(81)	(87 554)	(86 313)	(46 642)	(48 029)	(283 659)	(288 161)
Reclassement	-	-	-	30	-	-	-	-	-	30
<b>PROVISION</b>	<b>74 156</b>	<b>64 135</b>	<b>12 977</b>	<b>13 832</b>	<b>(21 397)</b>	<b>(17 248)</b>	<b>38 973</b>	<b>41 350</b>	<b>104 709</b>	<b>102 069</b>

Évolution de l'obligation	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>309 672</b>	<b>221 761</b>	<b>23 924</b>	<b>14 835</b>	<b>101 766</b>	<b>66 057</b>	<b>98 842</b>	<b>85 615</b>	<b>534 204</b>	<b>388 268</b>
Coût des services rendus	3 911	2 079	1 064	768	339	453	2 688	2 454	8 002	5 754
Charges d'intérêt sur l'obligation	2 346	7 575	157	494	1 791	3 157	4 581	5 401	8 875	16 627
Cotisations du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ajustements liés à l'expérience	4 142	3 453	(330)	(314)	16 875	3 325	(805)	(179)	19 882	6 285
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	-	(83)	(1 799)	(1 346)	(504)	(1 429)	(2 303)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(62 270)	8 247	(3 216)	600	(40 534)	937	(20 872)	2 719	(126 892)	12 503
Acquisitions / cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Versement des prestations	(29 347)	(25 445)	(1 032)	(2 018)	(8 850)	(4 431)	(4 630)	(5 334)	(43 859)	(37 228)
Modification du régime	-	-	-	(12)	-	-	825	(194)	825	(206)
Écart de change	-	-	-	-	(4 133)	1 356	7 087	(702)	2 954	654
Autres <sup>(a)</sup>	(6 693)	203	(5 732)	(470)	(1 114)	10	(755)	103	(14 294)	(154)
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>221 761</b>	<b>217 873</b>	<b>14 835</b>	<b>13 883</b>	<b>66 057</b>	<b>69 065</b>	<b>85 615</b>	<b>89 379</b>	<b>388 268</b>	<b>390 200</b>

(a) Comprend essentiellement les restructurations en Allemagne (augmentation du régime des préretraites).

Les variations de l'actif liées à ces avantages sont les suivantes :

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>Valeur de l'actif</b>	<b>187 270</b>	<b>147 605</b>	<b>1 816</b>	<b>1 858</b>	<b>152 027</b>	<b>87 554</b>	<b>54 224</b>	<b>46 642</b>	<b>395 337</b>	<b>283 659</b>
Rendement constaté des actifs	(31 307)	14 714	37	36	(53 015)	952	(9 884)	5 209	(94 169)	20 911
Cotisations	-	-	-	-	3 115	446	1 106	277	4 220	723
Prestations payées	(8 358)	(8 581)	-	(1 813)	(8 850)	(4 431)	(2 337)	(2 576)	(19 544)	(17 401)
Acquisitions, cessions, liquidations	-	-	5	-	-	-	-	-	5	-
Écart de change	-	-	-	-	(5 722)	1 791	3 533	(1 523)	(2 190)	269
<b>VALEUR DE L'ACTIF</b>	<b>147 605</b>	<b>153 738</b>	<b>1 858</b>	<b>81</b>	<b>87 554</b>	<b>86 312</b>	<b>46 642</b>	<b>48 029</b>	<b>283 659</b>	<b>288 161</b>

## CHARGE DE L'EXERCICE

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Coût des services rendus	3 859	2 079	943	768	355	453	2 692	2 454	7 849	5 754
Charges d'intérêt sur l'obligation	2 346	7 575	151	494	1 875	3 157	4 573	5 401	8 945	16 627
Rendement à long terme des actifs du régime	(1 498)	(5 388)	(14)	(68)	(2 857)	(4 203)	(1 627)	(2 319)	(5 996)	(11 978)
Pertes (+)/Gains (-) actuariels nets de l'exercice	(2 439)	876	(208)	11	-	-	(29)	5	(2 676)	892
Coût des services passés	-	-	-	(12)	-	-	-	(194)	-	(206)
Gains/(Pertes) de réduction ou liquidation	(6 695)	203	(2 608)	(465)	-	-	-	(68)	(9 303)	(330)
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISÉE</b>	<b>(4 427)</b>	<b>5 345</b>	<b>(1 736)</b>	<b>728</b>	<b>(626)</b>	<b>(593)</b>	<b>5 608</b>	<b>5 279</b>	<b>(1 181)</b>	<b>10 759</b>
<b>RENDEMENT RÉEL DES ACTIFS DU RÉGIME</b>	<b>(31 307)</b>	<b>14 714</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>(53 015)</b>	<b>952</b>	<b>(9 884)</b>	<b>5 209</b>	<b>(94 169)</b>	<b>20 911</b>

Les mouvements au cours de l'exercice du passif net comptabilisé au bilan sont les suivants :

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>Provision / (Actif) à l'ouverture</b>	<b>122 402</b>	<b>74 154</b>	<b>20 113</b>	<b>12 977</b>	<b>(50 261)</b>	<b>(21 397)</b>	<b>44 619</b>	<b>38 974</b>	<b>136 873</b>	<b>104 708</b>
Charge totale de l'exercice	(4 427)	5 345	(1 736)	728	(626)	(593)	5 608	5 279	(1 181)	10 759
Montants reconnus en OCI – Réévaluation	(22 858)	1 499	(3 373)	305	31 016	5 623	(11 480)	(958)	(6 695)	6 469
Prestations ou contributions aux fonds	(20 963)	(16 863)	(1 032)	(206)	(3 115)	(446)	(3 399)	(3 035)	(28 509)	(20 550)
Reclassement en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écart de change	-	-	-	-	1 589	(435)	4 017	821	5 606	385
Variation de périmètre et autres	-	-	(995)	28	-	-	(391)	269	(1 386)	297
<b>PROVISION / (ACTIF) À LA CLÔTURE</b>	<b>74 154</b>	<b>64 135</b>	<b>12 977</b>	<b>13 832</b>	<b>(21 397)</b>	<b>(17 248)</b>	<b>38 974</b>	<b>41 350</b>	<b>104 708</b>	<b>102 069</b>

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, compte tenu de la durée des régimes, sont les suivantes :

Principales hypothèses actuarielles	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres
<b>AU 31/12/2022</b>				
Taux d'actualisation	3,65 %	3,65 %	4,80 %	de 4,23 % à 9,8 %
Rendement calculé des actifs du régime	3,65 %	3,65 %	4,80 %	de 0 % à 9,8 %
Augmentation des salaires	2,00 %	2,51 %	N/A	de 4 % à 7,5 %
<b>AU 31/12/2023</b>				
Taux d'actualisation	3,15 %	3,15 %	4,50 %	de 4,56 % à 9,35 %
Rendement calculé des actifs du régime	3,15 %	3,15 %	4,50 %	de 0 % à 9,42 %
Augmentation des salaires	de 1,25 % à 2 %		2,50 %	N/A de 5 % à 7,5 %

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Les écarts d'expérience générés courant 2023 représentent pour le Groupe des pertes de 6,3 millions d'euros (19,9 millions d'euros de pertes en 2022).

Le Groupe prévoit de verser en 2024 un montant de 33,8 millions d'euros de prestations au titre des régimes à prestations définies dont 21,7 millions d'euros en Allemagne, 4,4 millions d'euros au Royaume-Uni, 0,8 million d'euros en France et 1,6 million d'euros au Brésil.

Les régimes qui sont totalement ou partiellement externalisés représentent un engagement total de 336 millions d'euros au 31 décembre 2023 pour des actifs de 288 millions d'euros.

Pour la zone euro, le taux d'actualisation repose sur l'indice iBoxx, obligations d'entreprises notées AA pour une maturité supérieure à 10 ans, estimé à la date de l'évaluation des engagements. Cet indice reprend un panier d'obligations composé de valeur financières et non financières. Les taux n'ont pas été retraités pour tenir compte d'un risque crédit spécifique non intégré dans les paniers d'obligation choisis.

La performance des actifs de couverture est supérieure aux prévisions de 8,9 millions d'euros. En 2023, une diminution générale des taux d'actualisation a entraîné une augmentation globale des engagements générant des pertes actuariels sur l'exercice pour 12,5 millions d'euros.

### France

Les engagements en France correspondent aux indemnités de fin de carrière, régime de retraite supplémentaire et à des régimes de type médailles du travail.

Au 31 décembre 2023 un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 1,5 million d'euros de ces engagements.

Le 14 septembre 2005, un régime de retraite complémentaire a été institué en faveur de cadres dirigeants avec constitution d'un actif de couverture. Le régime est partiellement externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. S'agissant d'un régime à prestations définies, ce plan fait l'objet d'une évaluation actuarielle et d'une comptabilisation selon IAS 19 pour les salariés en activité. Le plan a été fermé courant 2016 et les droits gelés.

Au 31 décembre 2023, l'engagement s'élève à 1,5 million d'euros pour un actif de 0,1 million d'euros.

### Allemagne

Les salariés du Groupe en Allemagne bénéficient de divers dispositifs (retraite, rémunération différée, primes de jubilés, préretraite) qui constituent des engagements long terme pour le Groupe.

Au 31 décembre 2023, un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 15,7 millions d'euros de ces engagements.

Les actifs de couverture se détaillent ainsi :

	Royaume-Uni		États-Unis		Allemagne	
	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023
	Part	Part	Part	Part	Part	Part
Action	19,37 %	0,00 %	51,55 %	55,82 %	21,33 %	21,37 %
Obligation	0,00 %	0,00 %	40,36 %	37,36 %	78,67 %	78,63 %
Immobilier	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Autres	80,63 %	100,00 %	8,09 %	6,82 %	0,00 %	0,00 %

Les « Autres » du Royaume Uni concerne du Cash & Index Linked Gilts.

En France, 100 % des actifs sont placés dans l'actif général d'une compagnie d'assurance.

### Royaume-Uni

Le Groupe participe au financement d'un régime de retraite à prestations définies au profit des salariés du Groupe. Les engagements sont externalisés et gérés par des acteurs reconnus sur les marchés financiers.

Au 31 décembre 2023, un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 8,8 millions d'euros de ces engagements.

### Brésil

Au Brésil, le Groupe participe au financement d'indemnités de fin de carrière, de primes de jubilés et d'un régime de frais de santé des retraités (fermé).

Les indemnités de fin de carrière sont partiellement externalisées dans un fonds dont le total des actifs s'élève à 0,3 million d'euros en 2023 (0,3 million d'euros en 2022). Le Groupe a payé une cotisation de 0 million d'euros cette année (0 million d'euros en 2022).

### Mexique / Indonésie / Arabie Saoudite

Les engagements au Mexique, en Indonésie et en Arabie Saoudite restent peu significatifs pour le Groupe.

### États-Unis

Les salariés du Groupe aux États-Unis bénéficient de régimes de retraite constituant des engagements long terme pour le Groupe, partiellement couvert par des actifs.

### Autres pays

Les engagements des autres pays sont provisionnés selon les normes locales. Ils sont jugés non significatifs au niveau du Groupe.

Les charges comptabilisées au cours de l'exercice comprennent les droits supplémentaires acquis au titre d'une année supplémentaire de présence, la variation des droits existants en début d'exercice du fait de l'actualisation financière, les coûts des services passés enregistrés dans la période, le rendement attendu des actifs de régime, les effets des réductions ou liquidations de plans, l'amortissement des écarts actuariels. La part relative à l'actualisation des droits est enregistrée en résultat financier et le rendement des actifs de régime est enregistré dans les produits financiers.

## ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le calcul de l'obligation au titre des prestations définies est sensible aux hypothèses indiquées ci-dessus.

Une variation d'un point de pourcentage des hypothèses respectives aurait les impacts suivants sur l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture :

En millions d'euros	Augmentation d'un point	Diminution d'un point
Taux d'actualisation	(34)	40
Taux d'augmentation des salaires	3	(3)
Taux de revalorisation des prestations de retraite	18	(14)

## Note 9 • Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet du temps est significatif (par exemple dans le cas de provisions pour risques environnementaux ou pour remise en état de sites). L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, les charges afférentes ne sont provisionnées que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillés ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (techniques, garanties, contrôles fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

	31/12/2022			31/12/2023		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Litiges et engagements commerciaux	13 230	8 601	4 629	24 016	18 522	5 494
Commandes en carnet – Pertes à terminaison	49 673	548	49 125	44 161	-	44 161
Mesures d'adaptation et restructuration	421 840	160 676	261 164	272 489	119 769	152 720
Risques fiscaux (impôts, taxes, contrôles...)	11 691	11 681	10	11 078	11 069	9
Provisions environnementales	24 888	24 188	700	17 627	16 927	700
Autres	79 546	40 449	39 097	80 832	34 511	46 321
<b>TOTAL</b>	<b>600 868</b>	<b>246 143</b>	<b>354 725</b>	<b>450 203</b>	<b>200 798</b>	<b>249 405</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>161 558</b>	<b>92 632</b>	<b>68 926</b>	<b>600 868</b>	<b>246 143</b>	<b>354 725</b>
Dotations	558 812	149 115	409 697	176 593	20 971	155 622
Utilisations	(130 602)	(21 053)	(109 549)	(315 858)	(28 033)	(287 825)
Autres reprises	(2 558)	-	(2 558)	(16 032)	(3 962)	(12 070)
Effet des variations de change	6 096	6 032	64	5 815	3 789	2 026
Reclassement et autres variations	7 466	19 417	(11 951)	(1 183)	(38 110)	36 927
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées	96	-	96	-	-	-
<b>À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>600 868</b>	<b>246 143</b>	<b>354 725</b>	<b>450 203</b>	<b>200 798</b>	<b>249 405</b>

### 9.1 Provisions pour litiges, engagements commerciaux et pertes sur commandes en carnet

Les litiges sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

## 9.2 Provisions pour mesures d'adaptation et restructuration

Les coûts des plans sociaux et des mesures d'adaptation sont provisionnés lorsque ces mesures ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce avant la date de clôture des comptes ou d'un début d'exécution. Elles incluent les coûts suivants :

- indemnités de licenciement et de fin de contrat de travail versées au personnel dont la Société n'attend plus de contrepartie ;
- coûts de maintien du personnel après l'arrêt d'activité et jusqu'à la fermeture du site (indemnités de préavis non effectués par exemple) ;
- indemnités pour rupture de contrats versées aux fournisseurs ;
- loyers restant à courir après l'arrêt de l'activité jusqu'à l'échéance du contrat de location.

Le montant de la provision au 31 décembre 2023 s'élève à 272 millions d'euros contre 422 millions au 31 décembre 2022. La variation s'explique principalement par la mise en œuvre des mesures d'adaptation principalement en France et en Allemagne.

## 9.3 Provision pour risques fiscaux

Cette provision couvre essentiellement des risques consécutifs à des contentieux fiscaux au Brésil, certains couverts par des dépôts de garantie (voir Note 2.8.3).

## 9.4 Provisions environnementales

Elles couvrent les coûts futurs de décommissionnement de la mine de Pau Branco et autres demandes de réparation liées à l'environnement.

## 9.5 Autres provisions courantes et non courantes

Au 31 décembre 2023, les autres provisions non courantes concernent principalement :

- les indemnités et pénalités à verser pour réparation des dommages occasionnés suite aux pluies exceptionnelles intervenues en janvier 2022 dans la mine de Pau Branco dans l'état du Minas Gerais (Brésil) ;
- les autres coûts liés à la fermeture des sites industriels (coûts de démantèlement, nettoyage...) des sites industriels arrêtés ;
- les remises clients, pénalités de retard et divers risques identifiés à la clôture, aucune n'étant individuellement significative ;
- les litiges sociaux.

En 2023, l'entreprise a vendu une partie de son excédent de quotas économisés au cours des années précédentes (pour 45 000 tonnes de CO<sub>2</sub>). En France, seul le site d'Aulnoye-Aymeries est encore en activité, suite à la fermeture de Montbard (T1 2022), Saint-Saulve (T4 2022) et Déville (T1 2021). L'usine française a collecté suffisamment de quotas pour couvrir la quantité qu'elle devra restituer pour 2023 et 2024. En Allemagne, le solde de tous les sites est excédentaire et permettra de restituer des quotas sans avoir à en acheter d'autres sur le marché pour couvrir les émissions de 2023. L'excédent sera soit transféré au site d'Aulnoye-Aymeries, soit vendu.

## Note 10 • Actifs destinés à être cédés et Périmètre

### 10.1 Actifs et Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées

Lorsque le Groupe s'attend à recouvrer la valeur d'un actif, ou d'un groupe d'actifs, par sa vente plutôt que par son utilisation, cet actif est présenté distinctement sur la ligne « Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées » de l'état de la situation financière, conformément à la norme IFRS 5 – Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées.

Les passifs relatifs à cet actif, le cas échéant, sont également présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière (« Passifs liés aux actifs destinés à être cédés et activités abandonnées »).

Un actif classé comme tel est évalué au montant le plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur, diminuée des frais liés à la vente. Il ne fait en conséquence plus l'objet d'un amortissement.

Les actifs et passifs destinés à être cédés à fin 2023 sont présentés dans le tableau ci-dessous

	31/12/2022	31/12/2023
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	9 414	1 081
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées	(3 810)	-
<b>NET ACTIFS (PASSIFS) DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>5 604</b>	<b>1 081</b>

## 10.2 Périmètre

Le Groupe est constitué de la société holding Vallourec S.A. et de ses filiales consolidées conformément aux principes décrits en Note 1.2.3.

	31/12/2022	31/12/2023
Sociétés intégrées globalement	50	49
Co-entreprises	1	-
Entreprises associées	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>53</b>	<b>51</b>

Les principales variations de périmètre de l'exercice sont les suivantes :

- au 1<sup>er</sup> janvier 2023, Valinox Nucléaire Tubes Guangzhou Co. Ltd a été déconsolidée ;
- au 1<sup>er</sup> janvier 2023, Vallourec Umbilicals est passé de mise en équivalence à intégration globale ;
- le 30 novembre 2023, Vallourec One a fusionné dans Vallourec Services.

	Activités	% Intérêt	Pays
<b>SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT</b>			
<b>Europe</b>			
Serimax Angola Ltd	Services	80,0	Royaume-Uni
Serimax Field Joint Coating Ltd	Services	80,0	Royaume-Uni
Serimax Holdings S.A.S.	Services	80,0	France
Serimax Ltd	Services	80,0	Royaume-Uni
Serimax S.A.S.	Services	80,0	France
Vallourec Deutschland GmbH	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Allemagne
Vallourec Oil & Gas France S.A.S.	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	France
Vallourec Oil & Gas UK Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Royaume-Uni
Vallourec S.A.	Holding	100,0	France
Vallourec Services S.A.	Holding	100,0	France
Vallourec Tubes France S.A.S.	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	France
Vallourec Tubes S.A.S.	Holding	100,0	France
Vallourec Umbilicals S.A.S.	Production et Ventes de Produits	100,0	France
<b>Amérique du Nord</b>			
Serimax North America LLC	Services	80,0	États-Unis
Vallourec Canada Inc.	Ventes de Produits, Services	100,0	Canada
Vallourec Holdings Inc.	Holding	100,0	États-Unis
Vallourec Industries Inc.	Holding	100,0	États-Unis
Vallourec Oil and Gas Mexico SA de CV	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Mexique
Vallourec Star, LP	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	États-Unis
Vallourec Tube-Alloy LP	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	États-Unis
Vallourec USA Corporation	Ventes de produits, Services	100,0	États-Unis
VAM USA	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	États-Unis
Vallourec Digital Solutions	Ventes de Produits, Services	100,0	États-Unis
<b>Amérique du Sud</b>			
Serimax Do Brasil Serviços de Soldagem e Fabricação Ltda	Services	100,0	Brésil
Tubos Soldados Atlântico	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Brésil
Vallourec Florestal Ltda	Production et Ventes de Produits	100,0	Brésil
Vallourec Soluções Tubulares do Brasil	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Brésil
Vallourec Transportes e Serviços do Brasil Ltda	Services	100,0	Brésil
Vallourec Tubos do Brasil S.A.	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Brésil
Vallourec Uruguay S.A.	Ventes de produits, Services	100,0	Uruguay
Vallourec Tubos para Industria Ltda	Production et Ventes de Produits, Services	75	Brésil

	Activités	% Intérêt	Pays
<b>Asie</b>			
Kestrel Wave Investment Ltd	Holding	100,0	Hong Kong
P.T. Citra Tubindo Tbk	Production et Ventes de Produits, Services	81,72	Indonésie
Serimax South East Asia Pte Ltd	Services	80,0	Singapour
Serimax Welding Services Malaysia sdn bhd	Services	80,0	Malaisie
Serimax Saudi Arabia Corp.	Services	80,0	Arabie Saoudite
Vallourec Al Qahtani Tubes Llc	Ventes de produits, Services	75,0	Arabie Saoudite
Vallourec Asia Pacific Corp Pte Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Singapour
Vallourec Changzhou Co. Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Chine
Vallourec Middle East FZE	Ventes de produits, Services	100,0	Émirats arabes unis
Vallourec Oil & Gas (China) Co., Ltd	Ventes de produits, Services	100,0	Chine
Vallourec Saudi Arabia Ltd	Production	80,0	Arabie Saoudite
Vallourec Tianda (Anhui) Co., Ltd.	Production et Ventes de Produits, Services	99,73	Chine
Vallourec Tubular Services AD	Services	49,0	Émirats arabes unis
<b>Reste du Monde</b>			
Serimax Australia Pty Ltd	Services	80,0	Australie
Serimax OOO	Services	80,0	Russie
Vallourec Nigeria Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Nigeria
Vallourec Oil and Gas Nigeria Ltd	Ventes de produits, Services	100,0	Nigeria
Vallourec Oil and Gas Uganda	Production et Ventes de Produits, Services	100,0	Ouganda
<b>ENTREPRISES ASSOCIÉES</b>			
Hüttenwerke Krupp Mannesmann (HKM)	Production	20,0	Allemagne
Ascoval	En liquidation	40,0	France

## Note 11 • Autres informations et événements postérieurs à la clôture

### 11.1 Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

	KPMG		Deloitte	
	Montant (HT)		Montant (HT)	
	2022	2023	2022	2023
<b>CERTIFICATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET CONSOLIDÉS</b>				
Émetteur	263	278	263	278
%	16 %	17 %	26 %	24 %
Filiales intégrées globalement	1 163	1 179	722	857
%	72 %	73 %	70 %	74 %
<b>Sous-total</b>	<b>1 426</b>	<b>1 456</b>	<b>985</b>	<b>1 135</b>
<b>SERVICES AUTRES QUE LA CERTIFICATION DES COMPTES <sup>(a)</sup></b>				
Émetteur	85	75	13	11
%	5 %	5 %	1 %	0 %
Filiales intégrées globalement	110	79	34	15
%	7 %	5 %	3 %	1 %
<b>Sous-total</b>	<b>195</b>	<b>154</b>	<b>46</b>	<b>26</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 621</b>	<b>1 611</b>	<b>1 031</b>	<b>1 161</b>

(a) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande du Groupe. Pour Deloitte & Associés, elles correspondent pour l'exercice 2023 principalement à la réalisation des diligences réalisées dans le cadre de revues de conformité de déclarations fiscales sur des filiales hors Union européenne. Pour KPMG, elles correspondent pour l'exercice 2023 principalement à la réalisation des diligences réalisées dans le cadre de, (i) la mission d'organisme tiers indépendant relative aux informations RSE du rapport de gestion et (ii) de revues de conformité de déclarations fiscales sur des filiales hors Union européenne.

### 11.2 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.